

land

« Le changement viendra d'une minorité déterminée »

Le spécialiste du climat et auteur pour le Giec, François Gemenne, comprend que la prise de conscience environnementale de la majorité tarde à se traduire en action pour limiter le réchauffement climatique. Entretien

Dieser Streit ums Geld

Was der Psychotherapeutenverband an Honorartarifen fordert, ist nicht unverständlich. Dass die CNS damit ein Problem hat, auch nicht

Les vestes vertes

Ni policiers, ni agents de sécurité, ni streetworkers, les équipes de À vos côtés sillonnent le quartier Gare pour rassurer les habitants et les commerçants. Nous nous sommes mis dans leurs pas pendant une soirée

Alles wie gehabt

Die Reaktionen der luxemburgischen politischen Klasse auf den Tod der Queen verweisen auf den Diskurs zur Monarchie. Ihre Symbolträchtigkeit hat auch hierzulande kaum abgenommen

« Kommt mir sinn eisen »

Quelques didascalies pour suivre le spectacle tripartite

Photo : Sven Becker



Parce que chaque tonne de CO₂ non émise, ce sont des souffrances évitées à des millions de gens sur la planète. Je suis un peu inquiet de voir que certains vont s'attacher à des enjeux symboliques, comme les jets privés.

C'est ce que vous dites dans cette tribune qui paraît ce jeudi dans le quotidien Libération...

Oui. C'est un enjeu symbolique très fort, mais les émissions de gaz à effet de serre des jets privés sont anecdotiques à l'échelle du monde. Et je crains que si le débat public ne porte plus que sur les jets privés ou les barbecues, on passe à côté de l'éléphant dans la pièce. C'est à dire les questions de rénovation thermique dans les bâtiments ou les questions de décarbonation de l'électricité qui sont les gros enjeux vraiment industriels et politiques.

Vous voulez dépasser l'adage « l'écologie sans lutte des classes n'est qu'un aimable jardinage ». Pourquoi ?

Beaucoup pensent qu'on n'inversera pas le réchauffement climatique sans renverser le capitalisme. Ils vont plaquer une sorte d'idéologie marxiste très forte comme préalable à la lutte contre le réchauffement climatique. Je suis le premier à reconnaître que le capitalisme n'est pas le système d'organisation économique le plus opportun pour mener la lutte. Mais si on doit attendre le Grand Soir pour lutter alors je crains qu'on n'attende trop longtemps et qu'il ne soit trop tard.

Avant le Grand Soir, il y a la quête de justice sociale tout simplement...

La question des jets privés est importante. Pas tellement pour leur émission de gaz à effet de serre, mais parce que cela donne au public l'impression que certains s'affranchissent de l'effort commun. Hors sol, ces individus ne partageraient plus la Terre avec les autres. Les gens consentiront difficilement des efforts de sobriété, s'ils voient que certains s'exemptent de toute forme d'effort. En France, une loi interdit de faire en avion les trajets qui sont réalisables en moins de 2h30 de train. Les jets ne sont pas concernés par cette obligation. Donc plein de jets vont des sauts de puce entre Paris et Nantes. C'est une injustice qui doit être réparée. Les injustices fiscales sont nombreuses et il faut les combler. Chaque trou dans la raquette va démotiver les gens. On ne va regarder que les trous. Et pas la raquette que sont tous les moyens pour décarboner notre société.

Jean-Marc Jancovici affiche pro-nucléaire. Est-ce que le nucléaire est un moyen raisonnable à vos yeux pour décarboner ?

C'est un débat très important qui est confisqué par des experts revendiquant des arguments d'autorité et disant 'faut faire ceci et pas cela'. Le débat porte sur le niveau d'acceptation du risque dans une société. Aucune énergie n'est parfaite. Les défauts du nucléaire sont son coût, les risques en matière de sécurité et la question des déchets. Par contre le nucléaire permet de produire beaucoup d'énergie de manière relativement décarbonée. C'est un avantage essentiel. J'ai une position raisonnée. Il faut voir quelle énergie est la plus adaptée à tel ou tel territoire. Si on compare avec le gaz, j'ai tendance à considérer que le gaz est plus néfaste que le nucléaire du point de vue des émissions et de la dépendance géostratégique à des régimes autoritaires. En revanche, si le nucléaire empêche le développement d'énergies renouvelables. Je considère que le nucléaire n'est pas souhaitable. Dans les années qui viennent, on va à la fois avoir besoin du renouvelable et du nucléaire. Ce serait une erreur de stopper trop vite les centrales nucléaires tant que les énergies renouvelables ne sont déployées en suffisance. Ce serait une erreur d'investir massivement dans de nouvelles centrales au détriment des investissements à consentir pour les énergies renouvelables. Jancovici est trop péremptoire. Il va fournir des armes au camp des pro-nucléaires et braquer les opposants.

Cela pollue le débat sur les stratégies à employer ?

Tout à fait, cela va ralentir le consensus social. La politique énergétique a besoin d'une forme de stabilité dans le long terme. On ne démarre pas une centrale nucléaire d'un claquement de doigt pour la fermer deux ans après.

Avec vos homologues du Giec, vous considérez qu'on évolue vers un réchauffement de 3,5° d'ici 2100 (par rapport au XIX^{ème} siècle) et non 2°, engagement pris à la Cop21 à Paris.

Pour le moment, oui. Cela ne veut pas dire que ce n'est pas rectifiable. Nous faisons le choix consciemment ou inconsciemment de partir sur cette trajectoire.

Face à ce manque de saisine politique (François Gemenne a présidé le conseil scientifique du candidat écologiste à la dernière présidentielle, Yannick Jadot, ndr), vous préconisez des stratégies d'adaptation au réchauffement.

Je n'opposerai pas du tout les stratégies d'adaptation aux stratégies d'atténuation, de réduction des émissions. Pendant trop longtemps, on a opposé les deux en pensant naïvement qu'on parviendrait à suffisamment réduire nos émissions pour ne pas avoir à subir

les impacts du réchauffement climatique. On réalise que cela nous atteint déjà en Europe aujourd'hui : les inondations en Allemagne, en Belgique et au Luxembourg l'an dernier, les fortes chaleurs en Europe cette été. Il faut déployer en urgence des politiques d'adaptation.

Quelles sont elles ?

Il y en a beaucoup. Cela dépend de l'impact considéré. Face à la hausse du niveau des mers, on répond avec des infrastructures: la construction de digues ou le retrait côtier, c'est-à-dire déplacer les infrastructures du littoral vers l'intérieur des terres. Pour répondre aux problèmes de chaleur, il faut végétaliser les villes, mieux isoler, peindre les immeubles en blanc pour réfléchir les rayons du soleil. Cela touche à la fois les investissements dans les infrastructures, mais aussi la façon d'organiser la vie, les horaires, l'aménagement du territoire.

Comment jugez vous les nouvelles technologies de l'environnement comme le geoen지니어ing ?

La geoingénierie va être le grand débat des prochaines années. Ce sont des technologies qui vont nous permettre de manipuler artificiellement le climat. Soit pour capturer une partie du carbone qui est dans l'atmosphère, soit pour refroidir la température sur Terre avec de la diffusion de soufre à haute dose dans l'atmosphère.

Vous en pensez quoi pour l'instant ?

C'est un constat d'échec et une fuite en avant. On envisage ce dernier recours faute d'avoir mis suffisamment d'énergie pour réduire nos émissions. Je pense qu'on aurait tort de les mettre toutes dans le même panier. Certaines techniques sont moins disruptives que d'autres, comme la capture de carbone. D'autres techniques doivent être écartées parce qu'elles perturberaient fondamentalement les grands équilibres du climat. Certains envisageaient d'envoyer un parasol géant pour créer une ombre artificielle sur la Terre. Ce type de technologies d'apprentis sorciers doivent être écartées. D'où l'intérêt d'avoir un cadre de gouvernance pour déterminer quelles technologies sont autorisées. Et par qui et quand.

Et comment les financer aussi. Le Luxembourg a fait du financement climatique un argument commercial...

C'est un angle important. Un des principaux leviers qu'à le Luxembourg dans la négociation internationale, c'est évidemment son industrie financière et bancaire. La finance, c'est un peu l'angle mort du



Life Magazine / D.R.

EACH DAY HUMBLE SUPPLIES ENOUGH ENERGY TO MELT 7 MILLION TONS OF GLACIER!

THIS GIANT GLACIER HAS REMAINED UNMELTED FOR CENTURIES. YET, THE PETROLEUM ENERGY HUMBLE SUPPLIES-IF CONVERTED INTO HEAT-COULD MELT IT AT THE RATE OF 80 TONS EACH SECOND! TO MEET THE NATION'S GROWING NEEDS FOR ENERGY, HUMBLE HAS APPLIED SCIENCE TO NATURE'S RESOURCES TO BECOME AMERICA'S LEADING ENERGY COMPANY. WORKING WONDERS WITH OIL THROUGH RESEARCH, HUMBLE PROVIDES ENERGY IN MANY FORMS-TO HELP HEAT OUR HOMES, POWER OUR TRANSPORTATION, AND TO FURNISH INDUSTRY WITH A GREAT VARIETY OF VERSATILE CHEMICALS. STOP AT A HUMBLE STATION FOR NEW ENCO EXTREME GASOLINE, AND SEE WHY THE "HAPPY MOTORING" SIGN IS THE WORLD'S FIRST CHOICE!

HUMBLE
OIL & REFINING COMPANY
America's Leading Energy Company



François Gemenne :
« Il faut commencer par ce qui aurait le plus d'impact: la réorientation des investissements du fossile vers le renouvelable »



réchauffement climatique. On régule l'agriculture, les transports, les bâtiments, mais la finance continue de financer à travers le monde énormément de projets fossiles. C'est un vrai problème. Aujourd'hui, une grosse partie de l'empreinte carbone des gens, c'est leur épargne. Elle va financer à leur insu des projets pétroliers, gaziers ou charbonniers aux quatre coins du monde.

Quelles sont les mesures proposées par les chercheurs du climat en la matière ?

Aujourd'hui nous constatons qu'il y a un impératif à stabiliser le prix du carbone pour que ce prix soit intégré à la décision économique. La volatilité décourageait les investissements dans les entreprises. Et il faut que ce prix fixe soit d'au moins cinquante ou soixante euros la tonne. Après, plus ce prix est élevé, plus il va inciter à des mécanismes de décarbonation forts. L'approche qui paraît la plus efficace est la taxe carbone. Pour garantir une efficacité à une telle taxe, il faudrait qu'elle soit mondiale. Et il n'y a pas encore d'accord entre les différents pays que cela soit au G7, au G20 ou dans les négociations sur le climat. Chaque année, on réinvestit six pour cent du PIB mondial dans les énergies fossiles. Tant qu'elles recevront de tels investissements, ça va être très difficile d'en sortir. En France pour un euro de subvention au renouvelable, l'État donne deux euros pour les énergies fossiles. Il y a une distorsion du marché réalisée par l'État lui-même. Et c'est bien pire maintenant avec toutes ces aides données aux ménages pour payer les factures énergétiques. Ce sont des cadeaux déguisés à l'industrie fossile. Et c'est de l'argent qui ne servira pas à la transition énergétique.

Cela fait partie des décalages dont vous parliez dans votre introduction de Luxembourg in transition...

Il n'y a pas de lien direct entre les émissions d'un pays ou d'une génération et les impacts du changement climatique que va subir ce pays ou cette génération. Quand vous agissez sur le climat, vous agissez pour les autres. Vous agissez de façon altruiste plutôt que de façon égoïste. Et ça, c'est difficile à intégrer politiquement. Chaque gouvernement va d'abord poursuivre ses intérêts nationaux de court terme.

« La finance est l'angle mort du réchauffement climatique. L'épargne représente une grosse partie de l'empreinte carbone des gens. Elle va financer à leur insu des projets pétroliers, gaziers ou charbonniers aux quatre coins du monde »

Une place financière telle que le Luxembourg sert une clientèle fortunée bien souvent désireuse de ne pas (trop) payer d'impôt. Elle peut de la même manière éviter les réglementations et la taxation carbone ?

Tous les grands enjeux de la société vont être transformés par la question climatique. Il faut la sortir du silo pour qu'elle soit connectée aux politiques sociales, de transparence des marchés, de commerce ou d'agriculture.

Quelles mesures sont à prendre d'urgence ?

Il faut commencer par ce qui aurait le plus d'impact : la réorientation des investissements du fossile vers le renouvelable. Un gros enjeu et notamment pour le Luxembourg qui est une place forte financière. Cela implique de donner plus de transparence aux épargnants sur ce que finance exactement leur épargne. Puis, l'autre sujet, c'est la rénovation thermique des bâtiments. ●

LEITARTIKEL

Attraktiver als Busse

Peter Feist

Als am Sonntag weitere 1,2 Kilometer der Hauptstadt-Tram und zwei neue Haltestellen in Betrieb genommen wurden, gab es die schon obligate Einweihungszeremonie mit dem Mobilitätsminister, der Hauptstadtbürgermeisterin und dem Luxtram-Chef. Im Kommentarbereich von *rtl.lu* wurde vielfach gemeckert: „Kann ee mer soen, wat dat do kascht huet?“ Oder: „Alt erëm eng Geleeënheet wou Politiker sech wëlle profiléieren, am meeschten déi, déi den Tram nii benotze wäerden.“ Aber auch: „Ech fueren eigentlech gären mam Zuch. Wann e géif fueren. Wunnen zu Clierf. Soll mam RGTR Bus (3x emstéigen) bis op Ettelbréck an dann an Stad. Waat mengt dir waat d’Léit do machen?“ Oder: „Den Tram ass 100x besser wei Busser... ken Stau mei op der Busspuer...“ Beziehungsweise: „Wier et nett mol ubruecht , fir bessan an CFL ze investeeieren, well wat do oofleeft ass jo fuerchtbar. Pannen, Verspeidung, Zuch fällt aus...“

Wenn in *Geknouters* ein Stück Wahrheit steckt, kann man folgern, dass die Straßenbahn für eine durchaus gute Sache gehalten wird. Was nicht überrascht: Verkehrsplaner wissen, dass schienengebundene Transportmittel um 30 bis 40 Prozent attraktiver empfunden werden als Busse. Wer über *den Tram* meckert, drückt auch Neid aus, weil man gerne selber so ein attraktives Transportmittel zur Verfügung hätte. In der Straßenbahn auf einem von der Straße getrennten Gleis am Stau vorbei, das ist schon was. Und eine Tram-Haltestelle noch im kleinsten Dorf, wäre das nicht super?

Doch die Tram ist in erster Linie eine Lösung für die Hauptstadt, das wird auch verstanden. In ein paar Jahren wird sie auch ein Angebot für manche ihrer Randgemeinden sein, sofern sie ausgebaut wird, wie geplant. In zehn bis 15 Jahren soll sie in den Süden verlängert werden und Teile von Esch/Alzette erschließen. Das war’s dann, aller Voraussicht nach. Sodass auch im nächsten Jahrzehnt gefragt werden dürfte: Wieso nicht wir? Und: Was kostet das?

Für „mehr Tram“ über Land zu sorgen, ist schwierig. Vor 20 Jahren war es angedacht. Vorgeschlagen wurde etwa eine Querverbindung durch den Süden. Und als die DP 1999 den „Zuch duerch d’Nei Avenue“ politisch abschoss, hielt sie in der damaligen Regierung mit der CSV dennoch daran fest, dass neben klassischen Zügen auf dem Netz der CFL auch „Train-Tram-Züge“ fahren sollten. Ein Vorteil hätte insbesondere darin bestanden, dass eine Strecke für einen leichteren Tram-Zug, der auf derselben Spurweite fährt wie ein klassischer, sich mit weniger Bau-Aufwand in Richtung größerer Gemeinden oder neu geplanter Wohnungsbau-Großprojekte auf der grünen Wiese hätte verlängern lassen. Theoretisch. Denn in der Praxis gibt das CFL-Netz einen Parallelbetrieb von zwei Sorten Zügen nicht her. Ob das mal anders sein wird, ist die Frage. Deshalb sind Tram-Lösungen nur *standalone* dort möglich, wo eine „kritische Masse“ an potenziellen Fahrgästen wartet. Kommt die Express-Tram in Esch an soll Anschluss an „Bus à haut niveau de service“ bestehen, die dorthin fahren, wohin eine Verlängerung der Tram sich nicht lohnt. Kaum überraschend hat der Mobilitätsminister sich schon vorhalten lassen müssen, das sei aber nicht dasselbe wie eine Tram. Klar, schienengebundene Transportmittel werden als attraktiver empfunden.

Oder ließe sich doch ein schienengebundener Verkehr entwerfen, der weiter reichen würde als die CFL-Züge und die Tram, selbst die zwischen Hauptstadt und Esch? Abgesehen von der technischen Machbarkeit wäre das auch eine politische Frage. 2006 waren die großen Parteien froh, einen Konsens über einen „lichten Tram“ in der Hauptstadt gefunden zu haben. Weiter denken mochte damals keine; das änderte sich im Grunde erst mit dem Entwurf der Tram nach Esch. Ob noch mehr Weiterdenken möglich wird, muss die Zeit ergeben. Je mehr Tram-Verkehr in Betrieb geht, umso mehr wird er akzeptiert und umso mehr dürfte er gewünscht werden. Vielleicht wird in zehn Jahren der Versuch unternommen, ein großes Stück Schienenverkehr hinzu zu konzipieren. So attraktiv, wie er ist.

ÉCOLE

ABC

Ce jeudi, la révolution de velours de Claude Meisch est entrée dans une nouvelle phase. Cette rentrée marque le début des classes alphabétisées en français, lancées comme projets-pilotes dans quatre écoles du fondamental (Larochette, Dudelange, Differdange et Schifflange). Le trilinguisme ne serait pas menacé, rassure le ministère de l’Éducation : « Dans les classes d’alphabétisation en français, le rôle du français et de l’allemand sont simplement inversés par rapport aux classes d’alphabétisation en allemand. » (L’idée étant que, vers la fin du cycle 4, les élèves pourront intégrer un lycée classique, général ou européen.) Le DP le promettait dans son programme électoral de 1999, l’accord de coalition de 2013 voulait en « étudier la possibilité », mais il aura fallu une longue période d’acculturation avec les écoles européennes avant que l’idée ne se concrétise. Les syndicats ne savent plus sur quel pied danser. Il y a quelques mois, le SNE/CGFP faisait une ouverture dans son bulletin interne, expliquant « ne pas vouloir directement se fermer à une flexibilisation de l’offre scolaire au sein du système traditionnel » : « Den SNE/CGFP ass der Meenung, dass déi ëffentlech Schoul sech der Populatioun vun eisem Land an hire wiesselende Besoine soll a muss upassen. » Au SEW-OGBL, les avis divergent. Alors que son vice-président critique le régime des langues actuel comme de l’« apartheid light », sa présidente, Joëlle Damé, est plus réticente. L’alphabétisation en français ne serait pas un « game-changer », dit-elle au *Tageblatt* ; « es sei nicht der Moment für Experimente », est-elle citée par le *Wort* (photo : Archiv Patrick Galbats). bt

P E R S O N A L I E N

Sven Clement,

Piraten-Abgeordneter, scheint sich all jenen empfehlen zu wollen, die dazu neigen, der Regierung die Schuld an den hohen Energiepreisen zu geben. Auf *Twitter* verbreitete er am Dienstag, seit dem Amtsantritt von Claude Turmes (Grüne) als Energieminister hätten die „Bruttomargen“ der Petrolfirmen auf Benzin, Diesel und Heizöl „mehr als doppelt so stark zugelegt wie der Index“. Clement sein Abgeordnetenkollege Marc Goergen beklagen seit Juli, die Zusammensetzung der Spritpreise sei nicht transparent genug. Das liege an einem 2004 zwischen dem Staat und dem Verband der

Petrolfirmen abgeschlossenen Vertrag. Doch während Clement unter „Bruttomarge“ das versteht, was einem Tankstellenbetreiber nach Deckung von Betriebs- und Personalkosten übrigbleibt, steckt laut Energieministerium in „brutto“, was die Betriebe finanzieren müssen, darunter Personal und Investitionen. Die vom Ministerium festgelegten Maximalpreise würden dafür sorgen, dass die Netto-Gewinnspanne beschränkt bleibt, erklärte das Ministerium dem *Land*. Wie diese Marge sich entwickelt hat, sei vertraulich, aber der Zuwachs sei „eher gering im Vergleich zum Ausland, wo die Preisbildung frei ist“. Clements Darstellung sei „irreführend“. pf

Viviane Reding,



CSV-Abgeordnete, teilte auf *Facebook* mit, sie lege zum 1. Oktober ihr Mandat nieder. Die CSV-Fraktion verliert damit eine reaktionäre Stimme mit großer demagogischer Begabung. Doch Viviane Redings große Zeiten in der heimischen Politik waren die 1980-er und 1990-er Jahre. Anschließend hielt CSV-Premier Jean-Claude Juncker sie 15 Jahre lang von Luxemburg fern. Als EU-Kommissarin für Digitalisierung zwischen 2004 und 2009 wurde Reding als „Roaming Queen“ populär, die die Grundlagen für EU-weite Mobiltelefonie ohne Zusatzgebühren legte. Für die Wahlen 2018 wurde sie als potenzielle CSV-Spitzenkandidatin gehandelt, doch am Ende unterstützte das kein Bezirksvorstand der Partei. Im Parlament spielte sie kaum mehr eine Rolle, stellte in der laufenden Legislaturperiode nur 42 parlamentarische Anfragen, meist zu Telekommunikation



oder Digitalisierung. Der Rückzug der 71-Jährigen macht den Weg frei für die auf der Zentrumsliste nächstgewählte Elisabeth Margue. Die junge Ko-Parteipräsidentin wird sich als Abgeordnete ein knappes Jahr lang politisch profilieren können (Foto: Archiv Patrick Galbats). pf

K L I M A

Etwas schneller, bitte

Nach acht Monaten Beratungszeit hat der Klima-Biergerrot (KBR) am gestrigen Donnerstag seine Vorschläge der Öffentlichkeit präsentiert. Das aus 60 Bürger/innen und 40 Stellvertreter/innen bestehende Gremium habe mit einigen schlaflosen Nächten und intensiven Arbeitswochenenden sein Engagement unter Beweis gestellt, so Raphaël Kies, Forscher an der Uni Luxemburg und Begleiter des KBR. Die Arbeitsgruppen des Bürgerrats waren nach Themenfeldern sortiert, von erneuerbaren Energien hin zu Mülltrennung und Verbraucherverhalten. Vorschläge rangierten unter anderem vom Vermeiden von Lebensmittelverschwendung und einer effektiveren Wassernutzung, hin zu verbesserter Abfalltrennung und schnellerer Einführung von erneuerbaren Energien. Auch eine medienwirksamere Klima-Sensibilisierung, etwa dank fünfminütiger Fernsehclips, für reduzierten Fleischkonsum ebenso wie Ideen für Bauindustrie, was Energie-Pässe und Bodenversiegelung angeht, wurden angesprochen. Und ein mögliches Tempolimit von 110 Stundenkilometer. „Mir hunn d’Rad net nei erfonnen“, so ein Mitglied des KBR, „et geet drëms, e Krack zouzeleeën, wat d’Ëmsetzung ugeet.“ Ein anderer, sichtlich rhetorisch gewandt, hob seine Taschenuhr zu Beginn seines Vortrages hoch und erinnerte daran, dass es fünf vor zwölf sei, was Klimaschutz angehe. Premier Xavier Bettel (DP), Umweltministerin Joëlle Welfring (Grüne) und Energieminister

Claude Turmes (Grüne) hätten bei der vorherigen Präsentation „aufmerksam zugehört und mitgeschrieben“, sagte eine Teilnehmerin des KBR. 1.000 Leute hatten sich auf die KBR-Initiative hin gemeldet, um sich zu engagieren. Sie steht stellvertretend für eine neue Art von Bürgerbeteiligung in Demokratien. sp

A R M E E

Verteidigung mit Pomp

Am ersten Oktoberwochenende kann man auf einem speziell hierfür abgesicherten Teil des Findel im Rahmen der *Luxembourg Defence Open Air Days* die Composante aéréeenne des Großherzogtums entdecken. Da das Verteidigungsbudget in den letzten Jahren erheblich ausgebaut wurde – mit 464 Millionen Euro entspricht es dieses Jahr 0,6 Prozent des BIP –, können die Komponenten sich sehen lassen. Ausgestellt werden der Transport-Airbus A400M (Foto: Olivier Halmes), den man auch von innen inspizieren kann. Außerdem ein Airbus A330 Multi-Role Tanker Transport sowie ein Beechcraft BE350 ISR, der zur Meeresüberwachung genutzt wird und momentan im Mittelmeerraum im Einsatz ist. Außerdem kann man einen Militärhelikopter Airbus H145M und eine Drone namens Insitu Integrator der Armee bewundern, Letztere wird zur „taktischen Aufklärung und Überwachung“ eingesetzt. Grund für diese fliegenden Anschaffungen, die zum Teil „aus operativen Gründen“ im Ausland stationiert sind, seien nationale und internationale



Bedürfnisse der EU und der Nato. Denn traditionell sei die Luxemburger Armee eine „Feldarmee“, eine auf dem Boden gebliebene, könnte man sagen. sp

M E D I E N

Ziemlich stabil

Vielleicht möchten die Menschen in Krisenzeiten nicht auf Zeitungen verzichten: In der zweiten dieses Jahr von Ilres vorgenommenen Erhebung über die Reichweite der Medien schnitt die geschriebene Presse ziemlich stabil ab. Die Reichweite des *Wort* wurde mit 22,3 Prozent der Bevölkerung ermittelt (März 2022: 22%), die von *L’Essentiel* mit 17,6 Prozent (März: 16,6%), *Tageblatt* 4,8 Prozent (4,9%), *Le Quotidien* 2,7 Prozent (2,3%). Bei den Wochenzeitungen blieb die des *Land* unverändert bei drei Prozent, der *Télécran* erreichte elf Prozent (10,6%), die *Revue* unverändert 6,7 Prozent. Die Reichweite der meisten Radios nahm leicht ab: *RTL Radio* von 28,7 auf 27 Prozent; *Eldorado* von 14,4 auf 13,8, *Radio 100,7* von 3,8 auf 3,2 Prozent. Auch die Reichweite von *RTL Télé Lëtzebuerg* sank leicht, von 17,5 auf 16,6 Prozent. Unter den Nachrichten-Webseiten ist *rtl.lu* mit 35,4 Prozent am stärksten, im März aber mit 2,7 Prozentpunkten mehr. Die Reichweite von *lessentiel.lu* wurde mit 24,6 Prozent (März: 25,8%) gemessen, die von *wort.lu* mit 16,2 Prozent (17,5%). pf

Dieser Streit ums Geld

Peter Feist

Was der Psychotherapeutenverband an Honorartarifen fordert, ist nicht unverständlich. Dass die CNS damit ein Problem hat, auch nicht



Sven Becker

Zwei Master und „eine längere Ausbildung als die zum Zahnarzt“

„Rausgeworfen“ habe CNS-Präsident Christian Oberlé am Dienstag voriger Woche die Verhandlungsdelegation des Psychotherapeutenverbands Fapsylux, erinnert sich dessen Präsidentin Catherine Richard. Das war in der Mittagsstunde des 6. September. Gegen 13.30 Uhr gab CNS öffentlich bekannt, sie werde ihren Verwaltungsrat auffordern zu entscheiden, ob er die Verhandlungen mit der Fapsylux als gescheitert ansieht. Was der CA diesen Mittwoch so sah: Die Honorarforderungen der Gegenseite lägen „bis zu 70 Prozent über den zurzeit praktizierten Beträgen“. Die CNS werde deshalb eine Schlichtung beantragen.

70 Prozent über dem zurzeit Üblichen klingt nach viel. Wegen „bis zu“ dürfte es aber ungefähr stimmen. Im Moment nähmen die Therapeut/innen zwischen 100 und 170 Euro pro Sitzung, sagt Catherine Richard, meist 120 bis 130 Euro. „Ich kenne nur einen Kollegen, der 170 Euro verlangt.“ Woraus schon klar wird, dass es sich um Marktpreise handelt – eine Kassen-Psychotherapie gibt es ja noch nicht. Für die will die Fapsylux 175 Euro pro Sitzung. Die CNS bietet 120 Euro. Oberlé hatte vorige Woche gesagt, „ein wenig Spielraum nach oben“ sähe er noch. Richard kann sich „nicht vorstellen, dass wir wesentlich nach unten gehen“ würden. Was daraus folgt, wird nun eine dreimonatige Schlichtung klären.

Ob 175 Euro pro Psychotherapie-Sitzung viel sind oder nicht, ist schwer zu sagen. Die Fapsylux hat den Therapeut/innen im Land bereits vor einem halben Jahr empfohlen, ab sofort und generell 175 Euro zu berechnen. Das sei, schrieb sie ihnen am 4. März, angemessen für eine Vollzeitaktivität von 1 000 bis 1 100 Sitzungen im Jahr. Es berücksichtige außerdem die Kosten für den Praxisbetrieb der Freiberufler von schätzungsweise 30 000 Euro jährlich. Das Bruttoeinkommen nach Praxiskosten schließlich orientiere sich an dem angestellter Psycholog/innen beim Staat, in Spitälern und im Sozial- und Pflegesektor nach mindestens zehn Dienstjahren. Die Fapsylux meinte noch, „in keinem anderen mit der CNS konventionierten Beruf“ würden zwei Master-Abschlüsse verlangt. Dem *Land* sagt Catherine Richard: „Unsere Ausbildung dauert insgesamt acht Jahre. Das ist länger als die zum Zahnarzt.“

Solche Vergleiche können der CNS kaum gefallen. Sie zielen mitten hinein in den fragilen Verdienst-Interessenausgleich zwischen den verschiedenen Berufen, die bei ihr unter Vertrag stehen. Das Besondere am Luxemburger Gesundheitssystem besteht darin, dass es bei fast ausschließlich öffentlicher Finanzierung umfangreiche freiberufliche Aktivitäten erlaubt. Weil den Freiberuflern Angebote am Markt zu machen, nur sehr eingeschränkt erlaubt ist, funktioniert das Geldverdienen vor allem über die CNS-Tarife. Weil die Kasse sämtliche Dienstleister unter Vertrag hat, handelt sie mit ihren Interessenverbänden alle zwei Jahre aus, wieviel es in den nächsten 24 Monaten zu verdienen geben soll. Daraus ergibt sich eine so genannte *lettre-clé*

Über die Psychotherapie von der Kasse wird selbst dann noch zu reden sein, wenn zu den Tarifen ein Schlichter einen Konsens hergestellt hat

in Euro. Dass die diversen Berufsverbände ein Auge darauf haben, welche *lettres-clé* den anderen zugestanden werden, versteht sich. Die CNS wiederum passt auf, dass niemand sich benachteiligt vorkommt. Dass es über *lettres-clé* Krach gibt, ist gar nicht so selten. Dass dann sogar geschlichtet werden muss, kommt ebenfalls vor, wird nur nicht an die große Glocke gehängt. Dass die Fapsylux einen Tarif verlangt, der der CNS zu hoch vorkommt, ist nicht ohne Logik angesichts dieses Verhandlungssystems alle zwei Jahre: Der Therapeutenverband könnte davon ausgehen, dass es bei Neuverhandlungen in den nächsten Jahren nicht mehr viel hinzu zu gewinnen gibt. Da kann es schlau sein, mit seinen Forderungen gleich hoch anzusetzen.

Als Vertreterin für einen neuen Beruf, der erst 2015 mit dem Psychotherapeutengesetz geschaffen wurde, mischt die Fapsylux das bestehende System mit den *acquis* der Berufe, die es schon länger gibt, allerdings gehörig auf. Die 175 Euro für eine Sitzung von 50 bis 60 Minuten, sowie einen „indirekten“ Aufwand von 30 Minuten für Vor- und Nachbereitung, bringen den Therapeutenverband in die Nähe der Tarife für Arzt/innen. 175 Euro pro Sitzung und 1 100 Sitzungen im Jahr ergäben 192 500 Euro an Honorareinnahmen. In dieser Größenordnung lagen 2020 (die jüngsten Zahlen der Generalinspektion der Sozialversicherung), die der am schlechtesten verdienenden Arztdisziplinen, darunter ausgerechnet Psychiater, Kinderpsychiater und Neuropsychiater. Deren Tarif für eine Leistung, die Psychotherapie enthalten kann, wurde erst vor ein paar Monaten aufgebessert; beim aktuellen Indexstand auf 206 Euro. Zuvor waren es rund 180 Euro. Dass die CNS wenig Lust haben dürfte, mit dem Ärzteverband AMMD und der Psychiatrischen Gesellschaft alle zwei Jahre zu streiten, ob Psychotherapeuten gegenüber Psychiatern überbezahlt sind, dürfte eine wesentliche Antwort auf die Frage sein, weshalb sie die Fapsylux-Forderung für zu hoch erklärt. Und weshalb LSAP-Sozialminister Claude Haagen ihr vergangene Woche im *Radio 100,7* beisprang: „Wir sind doch hier nicht bei *Wer wird Millionär!*“

Zusätzlich delikater macht den Umgang mit der Therapeutentarif-Forderung, dass nicht alle der zurzeit 525 zugelassenen Psychotherapeut/innen auf dieselbe Weise arbeiten. 108 sind Arzt/innen

– 99 Psychiater mit Zusatztitel Psychotherapeut sowie neun Generalistinnen, Anästhesisten oder Neurologen. Von den Verbleibenden sind laut Fapsylux etwa die Hälfte Freiberufler, an die 200 also. Doch wenn die anderen beim Staat, in Kliniken oder in Sozial- und Pflegeeinrichtungen angestellt sind, könnten bei Neuverhandlungen der Gehälterabkommen und Kollektivverträge dieser Sektoren zusätzliche Forderungen laut werden, wenn die CNS der Fapsylux nachgibt. Etwa, wenn diese heute sagt, weil der Beruf emotional anstrengend sei und viel Konzentration verlange, könne Therapeut nicht mehr als fünf Sitzungen pro Tag bei guter Qualität leisten. Doch selbst im Krankenhaus-Kollektivvertrag, in dem viel Wert auf Work-Life-Balance gelegt wird und der eines der politisch wichtigsten Tarifabkommen des OGBL darstellt, gilt kein Limit für die Zahl der Therapien pro Tag. Und in manchen Kliniken sind nicht wenige Psychotherapeut/innen tätig.

Dem Vernehmen nach noch nicht beschäftigt haben Fapsylux und CNS sich mit der Frage, was Psychotherapeut/innen außerhalb des Vertrags mit der CNS anbieten könnten. Sie ist deshalb nicht unwichtig, weil laut Sozialversicherungsbuch die CNS nur die Kosten für die Behandlung von *troubles mentaux* („psychischen Störungen mit Krankheitswert“) trägt. Dass Therapeut/innen auch dann tätig werden, wenn das Leiden eines Patienten noch nicht einem *trouble mental* entspricht, ist ohne Weiteres vorstellbar. Damit aber würde ihr Beruf der erste mit der Kasse konventionierte, dessen Praktiker/innen ab und zu rein am Markt agieren dürfen. Das ist auch politisch interessant: Die AMMD wünscht sich das für die Arzt/innen schon lange.

Sodass über die Psychotherapie von der Kasse selbst dann noch zu reden sein wird, wenn zu den Tarifen ein Schlichter einen Konsens hergestellt hat. Die Fapsylux stört, dass die CNS nur für Psychotherapien von über 18- und bis 70-Jährige aufkommen will. Für Ältere sollen das Pflegeleistungen sein, für Jüngere das dem Jugendministerium unterstehende Office nationale de l'enfance (ONE) zuständig werden. Die Fapsylux verdächtigt die CNS, mit diesen Plänen die Freiberufler ins Salariat treiben zu wollen: Beim ONE liegt der Tarif für eine Stunde Psychotherapie zurzeit bei 133,50 Euro, für angestellte Therapeut/innen erhält deren Betrieb knapp 187 Euro überwiesen.

Damit hat vielleicht zu tun, dass der CNS-Präsident vor zwei Wochen gegenüber dem *Land* erklärt hat, er möchte die Psychotherapie-Diskussion um mit dem Staat konventionierte ASBL „erweitern“. Sowohl aus dem vom *Land* kontaktierten Jugend- als auch aus dem Familienministerium hieß es dazu, es gebe keine Gespräche hierüber. Doch wenn die Kassenpsychotherapie eine Tagesbeste, könne es nötig werden, die bestehenden Konventionen und Angebote und ihre Finanzierung zu überdenken. Was natürlich eine politische Frage wäre.

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Bereit und motiviert

Der Höhepunkt einer Luxemburger Politikerkarriere ist der Aufstieg aus dem kleinen Land in das große Europa. Vergangene Woche blitzte Pierre Gramegna beim Treffen der europäischen Finanzminister zum vierten Mal ab. Für die Besetzung eines zweitrangigen Postens.

Nach den Wahlen 2013 suchte die DP einen Finanzminister. Wunschkandidat Claude Meisch winkte ab. Die liberalen Partner von Ernst and Young oder KPMG hätten das Ansehen der Partei gefährdet. Xavier Bettel kam auf den Direktor der Handelskammer, Pierre Gramegna.

Gramegna wurde DP-Mitglied. Er gab den Technokraten, der ohne Angst vor der Wählerschaft einen „Zukunftspak“ mit Austerität und Steuererhöhungen durchsetzte. Nach den Niederlagen beim Referendum und den Europawahlen betete der Finanzminister an, was er als Handelskammerdirektor verdammt hatte.

Der Wendige wollte höher hinaus. Im Juni 2020 kandidierte er für den Vorsitz der Euro-Gruppe. In seinem Bewerbungsschreiben versprach er: „I am ready and motivated to dedicate the necessary energy and time to this ambitious task.“ Seine Kollegen in der Euro-Gruppe bevorzugten Paschal Donohoe aus der konkurrierenden Steueroase Irland.

Ein Jahr später hatte Gramegna seine Bereitschaft und Motivation verloren. Er verließ die Regierung. Er rührte die Fernsehzuschauer zu Tränen: „Ech hunn d'Prioritéit émmen op mäi Land gesat, an d'Famill ass émmen hannendru komm. Ech ginn elo d'nächst Woch Grousspapp an ech géing gäre ménger Famill, méng Kanner, déi wäit ewech an der Welt wunnen, méi Zäit schenken“ (1.12.21).

Fünf Monate später kandidierte Gramegna für den Vorsitz des Europäischen Stabilitätsmechanismus. Der war gegründet worden, als der deutsche Außenhandelsüberschuss die Peripherie der Europäischen Union ruinierte. Der Stabilitätsmechanismus lieb Irland, Portugal, Spanien, Zypern und Griechenland Geld. Damit sie den Banken und Fonds ihre Schulden zurückzahlten. Dafür mussten sich die Staaten ohne eigene Währung zu inneren Abwertungen verpflichten: Senkung des Lohnniveaus, Streichung der Sozialausgaben, Kommerzialisierung und Privatisierung öffentlicher Infrastrukturen und Dienstleistungen. Die Ärmsten und Schwächsten bezahlten die Stabilisierung der Euro-Zone.

Die Luxemburger Regierung unterstützt Gramegnas Kandidatur. Sie hat 0,2 Prozent Stimmrecht. Am 2. Mai betonte sie in einer Erklärung: „Pierre Gramegna a été sollicité par plusieurs États membres et parties prenantes pour briguer ce poste.“ Zwei Tage später berichtete das *Handelsblatt*: „Der Politiker soll von mehreren Mitgliedstaaten zur Kandidatur gedrängt worden sein, um andere Bewerber zu verhindern.“

„Der Politiker soll von mehreren Mitgliedstaaten zur Kandidatur gedrängt worden sein, um andere Bewerber zu verhindern.“ (*Handelsblatt*)

Gramegna wurde vorgeworfen, der Rolle als Familienmensch schnell überdrüssig geworden zu sein. So als bliebe einem Direktor des Stabilitätsmechanismus nicht genügend Zeit für die Familie. Vom Kirchberg bis nach Esch ist es nicht weit. Das Amt ist gemütlich: Seit Jahren wartet der Stabilitätsmechanismus auf die nächste Euro-Krise oder sonst eine Daseinsberechtigung.

Direktor des Stabilitätsmechanismus ist derzeit der deutsche Finanzbeamte Klaus Regling. Seine Nachfolge ist Teil des üblichen Postenhandels zwischen den EU-Staaten. Sie ist auch Teil des Machtkampfs zwischen Nord und Süd, entlang des Produktivitätsgefälles in der Europäischen Union.

Als Botschafter, als Lobbyist, als Finanzminister vertrat Pierre Gramegna stets die Interessen des durch Luxemburg geschleuten Finanzkapitals. Die deutsche Regierung vertraut ihm, dass er weiter die auswärtige Rendite des in Deutschland überakkumulierten Kapitals schützt. Sie unterstützte seine Bewerbung für den Stabilitätsmechanismus.

Das machte Gramegna für Südeuropäer verdächtig. Italien piffte auf seine italienische Abstammung. Auch Frankreich bevorzugte seinen portugiesischen Konkurrenten João Leão. Als Nachfolger Reglings wollen sie keinen neuen Regling. ● Romain Hilgert



Anthony Dehez

Pierre Gramegna am 13. Oktober 2021 in der Abgeordneten-

kammer bei seiner letzten Budgetsried als Finanzminister

Les vestes vertes

France Clarinval

Ni policiers, ni agents de sécurité, ni streetworkers, les équipes de À vos côtés sillonnent le quartier Gare pour rassurer les habitants et les commerçants. Nous nous sommes mis dans leurs pas pendant une soirée



Devant le centre sociétair de la rue de Strasbourg, vers 20h ce mardi

Rue Origer dans le quartier de la gare, en ce début de soirée mardi, le ciel s'assombrit déjà et quelques gouttes de pluie commencent à tomber. Deux hommes discutent assis sur une marche à l'entrée d'un magasin fermé, bouteille à leurs pieds et paquet de chips à la main. Ernest Dupljak et Fabio Santos, les biscoteaux saillants sous leur t-shirt vert, traversent la rue pour leur parler. D'une voix aimable, ils leur demandent de respecter les lieux, les habitants voisins et la propreté. « Ce serait mieux de vous installer ailleurs », intime l'un d'eux. « Ne laissez pas de déchets », commente l'autre. La tournée de l'équipe de À vos côtés commence doucement, sans heurt et difficulté. La nuit est encore jeune, pas la peine de dépenser de l'énergie pour des brouillilles. À quelques dizaines de mètres de là, les gyrophares bleus signalent un potentiel incident, devant un fast-food. « Il y a eu une bagarre et une autre de nos équipes a appelé les forces de l'ordre », détaille Melanie Santiago qui vient de rejoindre ses coéquipiers. Ensemble, ils vont sillonner les rues du quartier jusqu'à 23 heures, de part et d'autre de la rue de Strasbourg, jusqu'à la rue de Hollerich d'un côté, à la Place de Paris et la rue Dicks, de l'autre. Ils effectueront entre quinze et vingt kilomètres. Comme chaque jour.

Le service À vos côtés a été créé par l'asbl Inter-Actions et financé par la Ville de Luxembourg. L'inspiration vient du projet « Sip Züri – aufsuchende Sozialarbeit auf Zürichs Straßen » qui a été observé dans la cité alémanique : Des agents sociaux jouent le rôle de médiateurs en cas de litige ou de bruit, ils arbitrent les conflits relatifs à l'utilisation des lieux publics et cherchent le dialogue avec les différents utilisateurs de l'espace public, les riverains et les commerçants. Le programme luxembourgeois, lancé en décembre 2020 doit répondre au sentiment d'insécurité exprimé par les habitants de différents quartiers de la ville, à commencer par celui de la gare. Bonnevoie a suivi en mai 2021. Depuis début septembre, une nouvelle équipe sillonne la Ville haute où les problèmes de mendicité et le sentiment d'insécurité ont crû ces derniers mois. Aujourd'hui, ils sont une vingtaine, dont six femmes, à arborer fièrement leur veste verte floquée des mots qui sonnent comment un slogan « À vos côtés ». « Leur mission est d'aller proactivement à la rencontre des habitants et usagers du quartier pour les rassurer, travailler comme médiateur et œuvrer à la désescalade en cas de conflit », résume Maurice Bauer, échevin aux Affaires sociales (CSV). « Ils font partie d'un ensemble qui comprend la prévention, le travail social ou communautaire et la répression. » Aussi, pour définir leur travail, il est plus simple de

Près de l'église, rue Dicks, il y a souvent des toxicomanes, car il y a des recoins cachés et le curé ne dit pas grand chose

préciser tout ce qu'ils ne sont pas : ni police (avec qui ils collaborent quand c'est nécessaire), ni agent d'une société de gardiennage (qu'ils saluent à peine et à qui ils laissent le Parvis de la Gare), ni streetworkers. « Notre travail est complémentaire de celui des travailleurs sociaux qui viennent en aide aux sans-abris ou aux toxicomanes, car nous nous adressons aux habitants du quartier, en se plaçant réellement à leurs côtés », ajoute Ernest Dupljak, responsable des équipes pour le quartier Gare.

Ce Serbe, vivant au Luxembourg depuis plus de vingt ans, a fréquenté le service Streetsport, également lancé par Inter-Actions, où il s'est formé aux arts martiaux. Champion d'Europe de kick-boxing en 2018, il a la stature de ceux qu'il ne faut pas trop chercher. Sa présence physique fait partie d'une stratégie qui dissuade l'agressivité. Educateur gradué, Ernest Dupljak, comme la plupart des employés du service, connaît parfaitement le quartier pour y avoir habité. « Recruter parmi les jeunes qui ont grandi dans les quartiers permet de renforcer le tissu social local et de leur donner une perspective professionnelle stable. Les différentes équipes connaissent leur terrain, leurs usagers, leurs problèmes spécifiques », analyse Virginie Giarmana, directrice adjointe de l'asbl. Les groupes sont toujours composés de deux ou trois personnes, reflétant le mieux possible la diversité des langues et des origines des habitants. Certains ont eu besoin d'un soutien social à un moment dans leur vie et veulent aujourd'hui aider à leur tour. Pour les choisir, la directrice a une question rituelle : « Qu'est-ce qui vous met en colère et comment réagissez-vous ? » Car la principale arme des vestes vertes est le dialogue. Avant de sillonner les rues, ces collaborateurs ont suivi plusieurs formations, dont deux semaines autour de la notion de désescalade : « il s'agit de comprendre et de reconnaître le point de rupture de chacun et de trouver des stratégies pour apaiser la situation », détaille la directrice adjointe. Les équipes sont

aussi formées à la communication non verbale pour interpréter le langage corporel et s'adresser aux différents publics dans de bonnes conditions. Ils ont aussi suivi des cours auprès de la police sur des questions de droit, sur les différentes drogues, sur les possibilités et limites de leur action. Les premiers secours ou le *self defense* font encore partie de leur cursus et ils connaissent les services sociaux qui peuvent compléter plus spécifiquement leur action. Autre aspect important mis en avant, la notion d'équipe est chère aux encadrants, pour que les collaborateurs se soutiennent mutuellement. Après chaque intervention, un rapport est rédigé pour détailler ce qui a été réalisé. « C'est important de noter quels problèmes ont été rencontrés et quelles solutions ont été trouvées ».

La tournée commence toujours à la rue de Strasbourg, où le service a son siège. On se trouve juste à côté du mal nommé café Relax. L'endroit n'a rien de calme, quelle que soit l'heure. « Et encore, depuis quelques semaines, ça va mieux. À force de présence, de discussion, de négociation et de patience, on a réussi à écarter les éléments les plus perturbateurs qui créait le plus de nuisance », détaille Fabio Santos qui parle volontiers de stratégie à mettre en place quand les situations sont critiques. En remontant la rue, les équi-piers saluent les personnes attablées aux terrasses des cafés. Juste un signe de la main, un hochement de tête, parfois un « salut ». « Les gens connaissent nos visages, ils savent qu'ils peuvent nous interpeller au besoin ». En hiver, lorsque la nuit est déjà tombée quand sa boutique ferme, cette vendeuse dans une parfumerie demande à être accompagnée jusqu'à son arrêt de bus. Une dame âgée se fait porter les courses à la sortie du supermarché. Quand l'école reprendra, il y aura aussi une équipe à la sortie des cours ou autour de la plaine de jeux. « Il y a des gens qui s'installent pour boire ou fumer du cannabis. Notre rôle consiste à leur dire de respecter les enfants et les parents et d'aller ailleurs », relate Ernest Dupljak.

S'ils sont au service des habitants et commerçants du quartier, les collaborateurs de À vos côtés passent beaucoup de temps à veiller au grain auprès des populations les plus fragiles qui se trouvent dans une situation de vie précaire : consommateurs de drogues et sans-abris. Après avoir délogé les deux hommes de l'entrée du magasin, ils s'adressent à un autre, mal en point, dans une entrée d'immeuble. Malgré une joue très gonflée par un abcès, le pauvre hère refuse toute assistance. « Une autre équipe repassera plus tard pour voir comment il va », annonce Melanie Santiago. Une autre des stratégies mises en place :

Ne pas provoquer d'incident en insistant et ne pas stigmatiser l'attention sur une équipe plutôt qu'une autre. Le tour se poursuit du côté de la rue Dicks, aux abords de l'église. « C'est un endroit où il y a souvent des consommateurs de drogues car il y a des recoins cachés et le curé ne dit pas grand chose », nous apprend Fabio. Ce soir là, il n'y avait personne. « Les toxicomanes ont sans doute trouvé un autre endroit, vers la Pétrusse », suppose Ernest. Le responsable est conscient que les problèmes sont seulement déplacés. Mais il lui importe surtout que les habitants ne soient

pas mis en danger. « Si nous voyons une personne qui veut se shooter, nous ne la chassons pas tout de suite. Mais nous cherchons toujours le dialogue et le respect. » Au bout de l'avenue de la Gare, là où elle rejoint l'avenue de la Liberté, un petit groupe squatte les lieux, mais l'équipe n'intervient pas. « Ils ont l'air calme, ne sont pas éméchés et ne consomment pas. On repassera plus tard pour voir si tout va bien. » En revanche, devant le centre sociétair de la rue de Strasbourg, les trois vestes vertes vont déloger un groupe en nous intimant de nous tenir à l'écart. « Ils sont parfois agressifs, selon leur état mental et de consommation », prévient le champion d'art martial. « Nous devons rester calme, prendre le temps d'établir une relation, un dialogue sans que cela devienne oppressant pour eux. » La patience est aussi à l'œuvre face à l'autre versant du problème de la drogue : les dealers. « Nous nous mettons parfois simplement là où ils vendent, sans s'occuper d'eux. Forcément, les clients ne viennent pas et les dealers s'en vont ». Le responsable ne fait pas dans l'angélisme : « Je sais bien que le deal se fera plus loin, mais pas devant l'école, pas devant le restaurant, pas à côté du magasin. »

Presque en face, Melanie nous montre une fenêtre aux volets baissés et raconte que la dame âgée qui y vivait vient de mourir : « On était inquiets car on ne la croisait plus promenant son chien depuis plusieurs jours. On a pris des renseignements et on a appris qu'elle était hospitalisée. » Trois SDF abordent l'équipe justement pour dire leur tristesse face à la disparition de leur « voisine ». Ces figures du quartier se connaissent et entretenaient de bonnes relations. Après la rue de Strasbourg, le trio se tourne vers les nouvelles habitations de la rue de Chiny. Des immeubles de standing qui signalent la gentrification du quartier. « Des habitants nous ont appelés parce qu'il y a des gens qui dorment, qui se droguent ou qui rencontrent des prostituées dans les garages. Nous avons aussi une mission de prévention en leur expliquant d'attendre que la porte ou la grille soit fermée avant de partir, par exemple ». Un étroit passage, dont la grille est ouverte, nous mène à la rue de Hollerich. Deux prostituées saluent l'équipe, mais n'ont rien de dialogue. « Nous n'intervenons pas auprès d'elles. Nous préférons que se soient elles qui nous abordent si elles ont besoin », justifie le responsable d'équipe. En remontant vers la Poste, on longe le chantier de la rue Mercier : « c'est sans doute l'endroit le plus difficile, avec beaucoup de toxicomanes, qui y consomment et qui y font leurs besoins, car c'est vraiment bien caché. On n'y intervient pas vraiment : Il faut bien qu'ils aient un endroit pour eux. » ●



Ernest Dupljak, responsable des équipes Gare

Alles wie gehabt

Sarah Pepin

Die Reaktionen der luxemburgischen politischen Klasse auf den Tod der Queen verweisen auf den Diskurs zur Monarchie. Ihre Symbolträchtigkeit hat auch hierzulande kaum abgenommen

Nächsten Montag wird Queen Elisabeth II. die letzte Ehre erwiesen. Großherzog Henri und Großherzogin Maria Teresa werden sich zum Begräbnis begeben, Premierminister Xavier Bettel (DP) bleibt ihm fern. Inzwischen wurde ausgiebig über die Verbindung der Windsors zu den Nassau-Weilburgs berichtet, in den sozialen Medien nahmen Empörungsreflexe wie gewohnt überhand. Dann wurde es ruhig, und am Dienstag hatte sich die Aufmerksamkeitsökonomie wieder der Fauna und Flora des Großherzogtums zugewandt.

Vergangenen Freitag jedoch, es waren etwas mehr als zwölf Stunden vergangen seit dem Tod der Queen, ließ der frühere Parteipräsident Alex Bodry (LSAP) auf Twitter wissen: „Extraordinaire attention médiatique et populaire autour du décès de la reine d'Angleterre, une cheffe d'État sans pouvoir réel qui a plus accompagné l'histoire qu'elle ne l'a faite. Ceci explique cela. Le charme de la monarchie représentative opère toujours, même au 21^e siècle.“ Was sich erstmal als grundsätzlich kritische Stellungnahme gegenüber der Monarchie als Institution las, wurde am gleichen Tag am Telefon dem *Land* gegenüber relativiert. Ihm sei es vorrangig um die Berichterstattung gegangen, sagte Bodry versöhnlich. Diese sei disproportional gewesen zur realen Macht, die ein Monarch heutzutage in Europa habe. Dem Premierminister Xavier Bettel (DP) widerspricht der LSAP-Politiker. Ersterer hatte in seinem Tribut an die Königin von „leadership“ gesprochen. Angehörige von königlichen Familien seien jedoch keine Führungspersonen.

Sein Parteikollege, Außenminister Jean Asselborn, lobte indes die britische Königin und befand: „An hire Schiet koom keen!“ Dem traditionell der Arbeiterpartei nahen *Tageblatt* waren die Royals an drei aufeinanderfolgenden Tage die Titelseite und die ersten fünf Seiten wert. Das historisch eher monarchienahe *Luxemburger Wort* hatte am Montag die neu angefahrenen Tram-Haltestellen in Bonneweg für den Titel bevorzugt. Der ehemalige Premier Jean-Claude Juncker (CSV) versicherte auf *Radio 100,7*, die Königin habe stets „Bescheid gewusst“, was in ihrem Land so los sei. Djuna Bernard (Grüne) zeigte sich respektvoll würdigend: „An inspiring person who shaped the last century has left us.“ Gary Diderich von déi Lénk gedachte den Minen- und Fabrikarbeitern in Großbritannien und den Kolonien und kritisierte die verzögerte Reaktion der Queen im Jahr 1966, als 144 Menschen bei einem Haldenrutsch in Aberfan, Wales ums Leben kamen. Die ADR blieb stumm. Generell instrumentalisiert die Partei die Monarchie vorwiegend als identitätsstiftendes Merkmal und versuchte in der Vergangenheit bei Diskussionen um die Verfassungsreform die Angst vor einer Entmachtung und Aushebelung des Großherzogs mit Falschaussagen zu schüren.

Was wie ein heterogenes Bild wirkt, täuscht. In der Parteienlandschaft gibt es allerhöchstens kleine Divergenzen, was die Monarchie als Institution angeht. Eine Figur wie Alex Bodry, Republikaner im Herzen, hat sich schon öfter kritisch über die Monarchie geäußert; seine Partei hat sich auch wiederholt für das schwedische Modell der konstitutionellen Monarchie ausgesprochen, bei der der Staatschef nur noch Symbolcharakter hat. Wirklich in Frage stellt sie hier jedoch niemand, der politisch etwas zu sagen hat. Oft wird die Akzeptanz genannt, die sie in breiten Teilen der Bevölkerung genießt. Begründet wird dies mit der letzten repräsentativen Volksbefragung zu diesem Thema, die 1919 stattfand. Damals hatte die Großtante des Großherzogs Henri, Marie Adelheid, ihre großherzoglichen Aufgaben einigermaßen überschätzt.

Nachdem ihr im Ersten Weltkrieg prodeutsches Agieren unterstellt wurde, dankte sie ab und ihre Schwester Charlotte wurde Großherzogin. 77,8 Prozent der Gesamtbevölkerung sprachen sich im September 1919 für ihr Weiterregieren aus. In Luxemburg-Stadt und vor allem in Esch/Alzette gab es zu diesem Zeitpunkt ein nicht zu vernachlässigendes republikanisches Sentiment, im Süden wünschte sich ein knappes Drittel der Wähler die Republik herbei.

Der Zweite Weltkrieg, das Exil der Großherzogin Charlotte in London und die Art und Weise, wie die Monarchie zum Symbol der Luxemburger Unabhängigkeit wurde, sollte das ändern. Der Republikanismus wurde zum Randphänomen, in Wahlkämpfen spielte die Staatsform keine Rolle mehr – aus dem Thema ließ und lässt sich auch immer noch kein politisches Kapital schlagen. Den vollständigen neuen Verfassungsentwurf von déi Lénk

„Die Vermeidung von Konflikt und das Festhalten an Traditionen ist eines der Hauptthemen der Luxemburger“

Fernand Fehlen, pensionierter Sozialforscher der Uni.lu



Bilder der Nassau-Weilburgs am Nationalfeiertag 2018

„de Lëtzebuurger e konservative Mensch ass“, wie der Jurist und ehemalige CSV-Abgeordnete Paul-Henri Meyers es ausdrückt, und am Wohlstand. Hardcore-Monarchisten zu finden, ist in etwa so schwer wie „Vive d'Republik!“-Anhänger – man trifft eher auf gemütliche Indifferenz. „Die Vermeidung von Konflikt und das Festhalten an Traditionen ist eines der Hauptthemen der Luxemburger“, meint Fernand Fehlen, pensionierter Sozialforscher der Universität Luxemburg. „Auch wenn es ein Anachronismus ist, fühlen sich viele geehrt, wenn der Staatschef ins Ausland fährt und das Land dort repräsentiert.“ Das könne man Charme nennen, oder Nationalismus.

An Verfassungsreformen hat es in den letzten Jahrzehnten nicht gemangelt. In den letzten 31 Jahren wurde sie 23 Mal geändert, ein einschneidender Punkt war Ende 2008, als der Großherzog dem Euthanasie-Gesetz aus einem Gewissenskonflikt heraus seine Unterschrift verwehrt, was in einer in elf Tagen durchgesetzten Änderung von Verfassungsartikel 34 resultierte, die seine Befugnisse einschränkte. Er musste die Gesetze von nun an nicht mehr billigen, damit sie in Kraft treten. Auch an Krisen des Königshauses hat es nicht gefehlt, man denke an die wellenschlagenden Vorwürfe gegenüber Großherzogin Maria Teresa in 2020 (*d'Land*, 17.01.2020), an den Waringo-Bericht, an die Vermischung zwischen Privatem und Öffentlichem im Umgang mit staatlichen Geldern und die Personalprobleme am Hof.

Die Monarchie müsse „bescheiden“ und „diskret“ sein und „mit der Zeit gehen“ sagt der ehemalige Hofmarschall Jean-Jacques Kasel. Er habe sich in seiner Zeit am Hof (2002-2007) für eine Annäherung des Großherzogs an die Bevölkerung eingesetzt. „Wann en a sengem Tuerm bleift, spielt en d'Sensibilitéit vun de Leit net.“ Es sei allerdings eine Gratwanderung, sich für die Sorgen der Leute zu interessieren, ohne in Familiarität überzuschwappen. Der Glanz kann nicht ganz abhanden kommen. Immer wieder stößt man im monarchischen Kontext auf die Wörter des Mythos und des Symbols. Auf die Begriffe der nationalen Kontinuität, der Stabilität. Sie werden auch heute als Hauptanziehungsmerkmale zitiert. Allesamt ist die Zugehörigkeit, die das Königshaus Nassau-Weilburg für manche, allen voran die Kriegsgeneration, symbolisiert, in emotionalen Gefilden zu verorten. Ein Umstand, der aus rational-demokratischer Perspektive keinen Sinn ergeben mag; aus der Welt zu schaffen sind solche Gefühle jedoch nicht. „Der Monarchie haftet etwas Irrationales, zum Teil kaum Erklärbares an“, sagt der LSAP-Politiker Alex Bodry.

im Jahr 2019, der die Monarchie abschaffen wollte und eine neue Staatsform vorschlug, interessierte niemanden ernsthaft. Die A.s.b.l 1919, die sich einer objektiven und neutralen historischen Aufarbeitung der Ereignisse des geschichtlichen Schlüsselmoments verschrieben hat, hat exakt drei Mitglieder. Zwei A4-Seiten voller potenzieller Mitglieder stünden in den Startlöchern, sollte die Initiative sich irgendwann politisieren, sagt Mitbegründer Jan Guth. Erstmal erscheine nächstes Jahr *Vive d'Republik! Republikanismus und Monarchiekritik in Luxemburg. Eine Spurensuche*. Beobachter bezeichnen dies als Minettsfolklore, Jean-Claude Juncker würde es wohl als „republikanische Neoromantik“ abtun.

Hierzulande scheint es im Gegensatz zu anderen, größeren konstitutionellen Monarchien generell kaum Ressentiment gegenüber des Großherzogs zu geben. Das mag daran liegen dass

In *The Role of Monarchy in Modern Democracy* des britischen Historikers Robert Hazell und des Monarchie-Experten Bob Morris identifizieren beide unter anderem folgende Stichpunkte als ausschlaggebend für eine moderne Monarchie: Gewaltentrennung und die damit einhergehende strikte politische Neutralität; das Vermeiden von Skandalen; die Zustimmung der Bevölkerung; die Akzeptanz der königlichen Rolle samt ihrer Pflichten und Einschränkungen. Durch diese progressiven politischen Entmündigungen haben die Monarchien bis heute überlebt, als „Überbleibsel des ancien régime“ (Kasel). Eine gewisse Modernisierung gibt es: In der Familie der Nassau-Weilburgs gibt es seit 2012 keine geschlechtsspezifische Diskriminierung mehr, was die Thronfolge anbelangt. Eine grundlegende weitere Veränderung der Monarchie, eine Verfassungsänderung im Sinne des schwedischen Modells etwa, müsse einem Referendum unterzogen werden, sagt Paul-Henri Meyers, und schiebt hinterher: „Allgemeng ass et dat bescht, wann een sech un dat hält, wat engem zoustee.“ ●

SPANIEN

Geld schießt keine Tore

Chréscht Beneké, Barcelona

Die großen Vereine im Profifußball sind längst Wirtschaftsunternehmen mit Milliardenbilanz. Auch nach der Pandemie ist keine Rückbesinnung auf mehr Sport und weniger Geschäft absehbar



Miralem Pjanic spielt nun im Sharjah FC in den Vereinigten Arabischen Emiraten

Im Sommer 2017 bezahlte Paris Saint-Germain dem FC Barcelona 222 Millionen Euro für einen einzigen Spieler, den damals 25-jährigen Brasilianer Neymar. Als die Pandemie den Spielbetrieb erst abrupt stoppte und sich in leeren Stadien die Vorgaben schlagartig änderten, verloren die fünf großen europäischen Ligen dreistellige Millionenbeträge. Und die Puristen unter den Fans hofften auf eine Rückbesinnung. Mehr Sport, weniger Geschäft. Zweieinhalb Jahre später kann man mitten in der Ukraine- und Energiekrise bereits festhalten: Das Gegenteil ist der Fall.

Das Wirtschaftsprüfungs- und Beratungsunternehmen Deloitte veröffentlichte jüngst die 31. Ausgabe des *Annual Review of Football Finance* mit den Zahlen aus der Saison 2020/21: Ihre Studie über die fünf Ligen trägt den Titel *A new dawn* (Eine neue Dämmerung). Mit 15,6 Milliarden Euro Gesamteinnahmen war man bereits fast wieder auf dem Niveau der Rekordsaison 2018/19 von 17 Milliarden. Und auch wenn acht der zehn teuersten Spielerwechsel in die drei Sommer vor der Pandemie

fallen, nur die Nummer sechs und zehn sind vom Sommer 2021, so waren diese Transferperiode die einzelnen Summen zwar „bescheidener“. Doch alleine in der finanzträchtigsten englischen Premier League investierten die Vereine 2,2 Milliarden Euro in neue Spieler, 580 Millionen mehr als im bisherigen Rekordsommer von 2017. Mit Geld will man den Erfolg erzwingen. In der jeweiligen nationalen Liga, aber vor allem in der ebenso prestigeträchtigen wie lukrativen Champions League.

Woher aber kommen im aktuellen Krisensommer dieses absurden Summen? Natürlich gibt es die Fans und Eintrittskarten, das wichtige Merchandising und die teuren Fernsehverträge. Immer schon gab es Mäzene und Sponsoren. Längst aber auch Investoren. Fußballexperte Stefan Ludwig von Deloitte meint: „Wir sehen in den Big-Five-Ligen einen erkennbaren Anstieg bei den externen Investitionen.“ Während sich 2019 und 2020 zwölf jener Clubs Investoren öffneten, waren es alleine 2021 15. Der Fußball versucht seine Einnahmeverluste durch

die Pandemie zu kompensieren und im weltweiten Markt ist derzeit sehr viel Geld, aber kaum Investitionsmöglichkeiten. Weniger über den sportlichen Erfolg, sondern primär über Beteiligungen an den Vermarktungsrechten und Fernsehgeldern verspricht Fußball gute Rendite.

Beispielhaft für viele Entwicklungen im Fußball ist der glorreiche FC Barcelona: Mit dem innovativen Tiki-Taka Kurzpassspiel und viel eigener Jugend gewann der katalanische Verein von 2008 bis 2015 drei Mal die Champions League und revolutionierte den modernen Fußball. Im Gerangel um Prestige, Macht und Geld nimmt man es mit den Regeln aber nicht immer sehr genau. 2015 erhielt der Club eine einjährige Transfersperre und Ende 2020 wurde Klubpräsident Josep Maria Bartomeu abgesetzt, weil er die immer selbstbewusster werdende sportliche Abteilung um Lionel Messi in den sozialen Medien mit verdeckten Vereinsgeldern diffamieren ließ. Vor allem aber gibt es massive finanzielle Probleme: Von 2017 bis 2019 investierte man u.a. in drei der teuersten sieben Spieler aller Zeiten, die sich kaum rechneten. Starspieler gab der Verein nach wenigen Jahren nahezu gratis wieder ab. Auch weil die Gehaltsausgaben fast untragbar sind und das das Financial Fair Play der Primera División droht. Die Gehaltsausgaben der Vereine dürfen „nur“ rund zwei Drittel der Einnahmen betragen und der amtierende Präsident Joan Laporte beklagt das „fürchterliche Erbe“ seines Vorgängers. So wechselte 2021 die Identitätsfigur Messi ablösefrei, da die Gehaltssumme ansonsten bei 110% der Einnahmen läge. Und die Schulden lagen bei 1,35 Milliarden Euro.

Getrickt wird, wo es nur geht. Im Pandemiesommer 2020 wechselte Miralem Pjanic, der mit doppelter Staatsbürgerschaft für die FLF-Jugend spielte, für 60 Millionen Euro nach Barcelona. Mit eher vorsichtigen Karrierestationen von Metz über Lyon und Rom bis zum italienischen Spitzenclub Juventus Turin hatte er seinen Marktwert nach und nach gesteigert. 2020 war die Verpflichtung dann auch ein buchhalterischer Trick: Im Gegenzug wechselte der jüngere Arthur für 72 Millionen nach Turin, wurde aber sogleich in die Bücher genommen. Pjanic hingegen auf nächstes Jahr geschoben. Und dann vornehmlich auf die Bank. Gerne hätte man sich die sieben Millionen garantiertes Jahreslöhler gespart, doch Pjanic wollte sich in Barcelona durchsetzen und wurde 2021 für einen Teil seines Gehalts ein Jahr nach Istanbul verliehen. 2022 lobte ihn der neue Trainer Xavi, setzte ihn in Testspielen ein und eine Wende schien nahe. Vielleicht sollte

Im Gerangel um Prestige, Macht und Geld nimmt man es mit den Regeln nicht immer sehr genau

aber nur das Interesse und der auf knapp 10 Millionen abgestürzte Marktwert gesteigert werden, denn in den ersten Spielen wurde er wieder nicht eingesetzt. Am Ende wechselte er Anfang September zum Sharjah FC in die bestenfalls zweitklassige Liga der Vereinigten Arabischen Emirate, die aber wie eine saudi-arabische, japanische oder US-amerikanische gerne mal klangvolle Namen im Ausklang ihrer Karriere verpflichtet.

Trotz immensen Schuldenbergs ging der FC Barcelona diesen Sommer wieder fröhlich einkaufen mit einem weiteren Minus von 115 Millionen. Dem Bayerntrainer Julian Nagelsmann luchste man dabei Rekordtorschützen Robert Lewandowski ab, was jener „ein bisschen seltsam, ein bisschen verrückt“ nannte: „Barcelona ist der einzige Klub der Welt, der kein Geld hat, aber trotzdem alle Spieler kauft, die er will.“ Nachdem man als letzter Verein 2010 einen Trikotsponsor zuließ, verkaufte sich eine der wertvollsten Fußballmarken diesen Sommer an Investoren unter Führung von Goldmann Sachs. Kredite in dreistelliger Millionenhöhe sind mit bis zu 25 Prozent der Fernseheinnahmen und 49,9 Prozent der Rechte an Lizenzierungen und Merchandising gedeckt. Auch in die geplanten großen Umbauten des Camp Nou, das erstmals einen „Namensgeber“ erhält und des legendären Nachwuchszentrums La Masia sind Investoren direkt beteiligt. Die Fans machen sich bei all den Meldungen zwar einige Sorgen, aber zahlreiche Tore überdecken sie. Das offizielle Trikot von Lewandowski à 109,99 Euro ist in den Straßen Barcelonas derzeit ausverkauft. ●

DEUTSCHLAND

In die Röhre geschaut

Martin Theobald, Berlin

„Es fühlte sich an wie das Nachladen eines Gewehrs, das auf mich gerichtet war.“ Patricia Schlesinger, ehemalige Intendantin der öffentlich-rechtlichen Landesrundfunkanstalt *Radio Berlin Brandenburg* (RBB) geizt nicht mit drastischen Vergleichen, wenn es um ihre eigene Erklärung der Umstände geht, die Anfang August zu ihrem Rücktritt als Chefin des Senders führten. Zur Rechtfertigung ihres Handelns und Tuns nutzte sie vergangene Woche ein ausführliches Interview mit der Wochenzeitung *Die Zeit*. Darin fühlte sie sich missverstanden, missinterpretiert, ahnungslos und schließlich abgeschossen. Sie folgte so einem altbekannten Rechtfertigungsmuster. Wenn Mitglieder der Elite aus Amt und Würden gejagt werden, läuft ein immer gleiches Ritual ab: Sie tauchen für einen kurzen Zeitraum ab, um dann mit einem Exklusivinterview eigene Imagepflege zu betreiben, zu retten, was noch zu retten ist, einen zarten Hauch von Reue zu zeigen, um dann kräftig auszuteilen, das verletzte Ego zu präsentieren – letztendlich um wieder die Deutungshoheit über das eigene Handeln und Tun zurückzuerlangen. Alles verbunden mit dem sehnlichsten Wunsch, einen Schlussstrich ziehen zu können. So hat es unter anderem auch Julian Reichelt gemacht, ehemals Vorsitzender der Chefredaktion der Tageszeitung *Bild*. Und wie Reichelt tat auch Schlesinger dabei nur eines: Sie redete am Thema vorbei.

Denn Rechtfertigungen sind derzeit wohlfeil. Die Causa Schlesinger – um von ihr über den RBB abgerechnete private Abendeinladungen, einen teu-

All diese Affären, die selbstgestrickte Ethik und die Arroganz der Macht, die von Führungspersonal vorgelebt und gerechtfertigt wird, zerstören nun die Idee eines öffentlich-rechtlichen Rundfunks als Sache der Allgemeinheit, als Kleinod der Gesellschaft von innen heraus

ren Dienstwagen mit Massagesitzen, dem Vorwurf der Vorteilsnahme für ihren Ehemann – löste mittlerweile einen Domino-Effekt aus. Ins Kreuzfeuer der Kritik gerieten inzwischen die Technik-Direktorin des Bayerischen Rundfunks (BR) wegen einer Dienstwagen-Regelung. Zudem der Norddeutsche Rundfunk (NDR), weil eine Redaktionsleiterin kritische Berichterstattung aus persönli-

chen Motiven unterbunden haben soll, eine andere Redaktionsleiterin habe Themen der PR-Firma ihrer Tochter in der eigenen Redaktion lanciert. Es geht um Gefälligkeits- und Nichtberichterstattungen zu Gunsten von politischen Entscheidern, Ehepartnern und anderen Eliten. Im Fokus dabei immer wieder das NDR-Landesfunkhaus im CDU-regierten Schleswig-Holstein. Doch anders als beim RBB geht es hier nicht um Kontrollverlust und Verschwendungssucht, sondern um den Kern des öffentlich-rechtlichen Rundfunks, um Unabhängigkeit und Glaubwürdigkeit.

Der NDR ist immerhin die zweitgrößte Sendeanstalt der *Arbeitsgemeinschaft der öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten der Bundesrepublik Deutschland* (ARD). Joachim Knuth, Intendant des Senders, hat inzwischen erkannt, dass „im Landesfunkhaus in Kiel nicht nur aufgeklärt werden muss, sondern auch Dinge geändert werden müssen“. Es gehe nun darum, ein „Klima des Muts“ zu etablieren. Dabei gab er den Ahnungslosen, obwohl sich Justitiariat und Redaktionsausschuss in seinem Haus seit Jahren mit genau diesen Themen beschäftigen.

All diese Affären und Skandale, aber auch das Abwiegen, Dummstellen und Leugnen der Verantwortlichen bis zum Beweis des Gegenteils, eine selbstgestrickte Ethik und die Arroganz der Macht, die von Leitenden und Führungspersonal vorgelebt und gerechtfertigt wird, zerstören nun die Idee eines öffentlich-rechtlichen Rundfunks

als Sache der Allgemeinheit, als Kleinod der Gesellschaft von innen heraus. Es ist beispielsweise die Aufgabe eines Landesfunkhausdirektors dafür zu sorgen, dass Redakteurinnen und Redakteure unabhängig und unbeeinflusst arbeiten, recherchieren und berichten können. Dafür wird er etwa in Kiel mit rund 22 000 Euro monatlich entlohnt. Dieses Gehalt wird von 1 200 Beitragszahlenden aufgebracht. Nicht eingerechnet sind dabei Rücklagen für seinen Ruhestand und sonstiger Aufwand für den Arbeitsplatz wie ein Dienstwagen. Weigert sich ein Haushalt den Rundfunkbeitrag zu zahlen, wird er gepfändet. Ohne Wenn und Aber.

Betrachtet man das Gebilde des öffentlich-rechtlichen Rundfunks in Deutschland nach all den Unregelmäßigkeiten, so kommt man zu der Erkenntnis, dass es für alle Beteiligten – vor allem jedoch für die Beitragszahler – besser wäre, den öffentlich-rechtlichen Rundfunk in seiner heutigen Form komplett einzureißen und neu aufzubauen. Denn all die Skandale sind nur ein Symptom, nicht aber die Krankheit, unter der ARD, ZDF und Deutschlandradio – als die drei Säulen des öffentlich-rechtlichen Rundfunks in Deutschland – leiden. Ob nun die ehemalige Intendantin des RBB oder der Landesfunkhausdirektor vom NDR, das Problem ist keines einer einzelnen Person oder einer Führungsriege, sondern ein ganzheitliches, das sich auf drei Punkte zusammenfassen lässt: zu groß, zu teuer, zu abhängig. Dieser Dreiklang wird auch dann nicht beseitigt sein, wenn die derzeitigen Skandale auf- und abgearbeitet sein werden.

Vielmehr ist zu befürchten, dass nun das ein oder andere Exempel statuiert werden wird, die grundsätzliche Aufarbeitung aber unterbleibt.

Den öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten stünde es an, sich einer Rosskur zu unterziehen. Diese müsste damit beginnen, dass das System an sich auf den Prüfstand gestellt und deutlich verkleinert wird. Das reicht weiter, als die beiden kleinsten Landessender *Saarländischer Rundfunk* (SR) und *Radio Bremen* (RB) mit anderen Sendern zu fusionieren. Doch dafür sind nicht die Meldungen verantwortlich, sondern die Politik, die auch noch genauer definieren muss, was die öffentliche Daseinsversorgung umfasst und wo sie endet. Wie die Politik auch ihre eigene Rolle überdenken muss, ob in den Kontrollgremien der einzelnen Sender in erster Linie Delegierte der jeweiligen Landesregierungen und Landesparlamente sitzen müssen. Es muss eine größere Unabhängigkeit her- und sichergestellt werden. Dass sich die Verantwortlichen der Fernsehsender den regierenden Parteien andienen, ist verständlich, denn schließlich entscheiden diese über die finanzielle Ausstattung und das rechtliche Rahmenwerk der Anstalten. Auch muss den öffentlich-rechtlichen Sendern wieder bewusst werden, dass sie einen Informations- und keinen Unterhaltungs- oder gar Erziehungsauftrag haben. Während sich die Medienlandschaft durch den technologischen Fortschritt rasant verändert hat, verteidigen die Öffentlich-Rechtlichen noch immer ihre längst überkommene Pfründe. Ohne Aussicht auf ein Happy End für den Zuschauenden. ●

La peur du bus

« Oui, certainement », répond ce jeudi l'avocat Marc Thewes à la question de savoir si ses clients, Voyages Vandivinit et Autocars Altmann, font appel des jugements rendus le 31 août par le tribunal administratif. Les sociétés de transport appartenant à Luc Vandivinit voulaient faire annuler la décision du ministère des Transports de les exclure du juteux marché RGTR, le Régime Général des Transports Routiers (photo : Olivier Halmes). En 2020, pour la première fois, ce marché de 220 millions d'euros par an, censé compléter le maillage national de transports en commun par la route, a été ouvert par soumission publique. Mais les dix lots (sur les 32 du marché) brigués par Altmann et Vandivinit leur ont été refusés en mars 2021, un refus qui menacerait la survie des deux sociétés de transport, comme elles l'ont fait

constater par voie d'expert. Le motif? Les services de l'Etat ont jugé les offres irrégulières. Vandivinit et Altmann ont déposé un recours au motif que leur mode de calcul des taux horaires (la pierre d'achoppement) était correct et que le problème venait du ministère. « Nous pensons depuis le début que l'Etat a mal appliqué son propre cahier des charges », avait plaidé Marc Thewes en juin (*d'Land*, 17.06.2022). Ce n'est pas l'avis des juges administratifs. Leur décision soulage pour un temps la douzaine d'opérateurs qui circulent déjà sous les termes du nouveau régime RGTR. Si Vandivinit avait obtenu gain de cause, l'appel d'offre (très couteux pour les soumissionnaires), aurait dû être à nouveau soumis. Le secteur retiendra son souffle pour l'appel le cas échéant. [pso](#)



Land

16.09.2022

9

WIRTSCHAFT

L'espion en cassation



La chambre criminelle de la Cour de cassation française a évalué mardi matin le cas Frank Schneider. La haute juridiction qui veille à ce que la loi soit bien appliquée par l'ordre judiciaire a examiné le pourvoi de l'ancien numéro trois du Srel puis patron de l'officine de renseignement Sandstone. Frank Schneider attend de l'instance qu'elle casse l'arrêt de la Cour d'appel qui valide son extradition vers les États-Unis. La Cour du district sud de New York accuse l'ancien espion de « complot en vue de commettre une fraude électronique » et de blanchiment d'argent, et vise plus particulièrement son implication entre 2014 et 2019 auprès de la prêtresse de la cryptomonnaie OneCoin, Ruja Ignatova. La Bulgare de 42 ans, disparue depuis octobre 2017, figure depuis fin juin en tête de la liste des *Ten Most Wanted Fugitives* du FBI pour avoir monté un système de vente pyramidale autour de la monnaie crypto OneCoin. Le groupe Onecoin revendiquait trois millions d'utilisateurs en 2016. Le FBI

parle de plusieurs milliards de dollars détournés. Frank Schneider a rencontré Ruja Ignatova par l'intermédiaire d'un ancien ministre des Finances bulgare et aujourd'hui patron d'une banque d'investissement russe.

Frank Schneider risque vingt ans d'emprisonnement aux États-Unis. Avec son avocat Emmanuel Marsigny, il épuise tous les recours pour s'opposer à l'extradition. Dans le monumental et fastueux palais de justice sur l'île de la Cité à Paris (photo : pso), le dossier Schneider est évacué en deux dizaines de minutes. Le conseiller référendaire rappelle le cadre légal et la jurisprudence questionnés, notamment l'arrêt Petruhhin de la Cour de justice de l'Union rendu le 6 septembre 2016 : lorsqu'un citoyen de l'UE est interpellé dans un État membre au titre d'une demande d'extradition émanant d'un État tiers, l'État membre dont il est ressortissant doit en être informé pour, le cas échéant, enquêter sur cette personne et émettre un mandat d'arrêt contre cette personne. Le Luxembourg avait été sollicité en mai 2021 par la France. Le parquet avait décliné. En juin, la procureure générale d'État, Martine Solovieff, informait le *Land* que « du point de vue d'une bonne administration de la justice, il n'est pas opportun de scinder une telle affaire », notamment du fait de sa dimension internationale entre la Bulgarie, l'Allemagne, les

États-Unis, les Émirats arabes unis, le Royaume-Uni ou encore le Luxembourg. On laissait donc la patate chaude à l'Oncle Sam.

Mardi, l'avocat général de la Cour de cassation a estimé que la procédure avait été respectée et qu'elle ne donnait pas lieu à débat. Si bien que les quatre questions préjudicielles introduites par l'équipe de défense de Schneider doivent être balayées. L'avocat général, qui guide la décision de la Cour, n'a pas non plus retenu l'argument selon lequel la procédure et/ou la détention américaines risqueraient de contrevenir à la Charte des droits fondamentaux en ce qu'elle protège contre les traitements inhumains.

La décision de la haute juridiction interviendra le 11 octobre, a informé le président de l'audience avant d'enchaîner sur le dossier d'un oligarque russe titulaire d'un passeport maltais, arrêté en France et faisant l'objet d'une demande d'extradition en provenance de la Fédération de Russie pour fraude. La jurisprudence européenne est identique. S'est ici posée la question de savoir si l'exclusion de la Russie du Conseil de l'Europe, prononcée après l'invasion de l'Ukraine, rendait caduque la demande d'extradition, sachant que la Russie reste soumise à la convention européenne d'extradition aussi longtemps qu'elle ne l'a pas dénoncée. L'avocate de

l'oligarque, Claire Waquet, a fait valoir la dimension éminemment politique des accords d'extradition. « Pour l'Afrique du Sud, l'Espagne ou l'Italie, avant on n'extradait pas et maintenant on extradé », a souligné cette spécialiste de la Cour de cassation. Il est tout à fait possible de changer de sens. L'avocat général ne l'a pas entendu de cette oreille non plus. Pour l'instant pour Frank Schneider, le vent souffle vers l'ouest. [pso](#)

Bruit statistique

La semaine dernière, le ministre de l'Énergie, Claude Turmes (Déi Gréng), a lancé sa campagne « Zesumme spueren – Zesummenhalen ». En fait, le Luxembourg a de bonnes chances d'atteindre l'objectif d'une réduction de quinze pour cent de sa consommation de gaz (par rapport à la moyenne des cinq dernières années). C'est que la fermeture de l'usine à verre plat à Dudelange a artificiellement embelli le bilan



de consommation. « Grâce » à cette désindustrialisation, plus de la moitié des quinze pour cent ont dûes et déjà été réalisés. Refroidi il y a deux ans, le four de fusion de Guardian (photo : mp) faisait la taille d'une piscine olympique (dix mètres de large sur cinquante mètres de long) et engloutissait 4 500 mètres cubes de gaz par heure, l'équivalent de la consommation de la moitié de la Ville d'Esch-sur-Alzette, notait *Le Quotidien* en 2017. [bt](#)

Hégémonie

Publiée la semaine dernière, une étude scientifique jette une lumière sur la « communauté » très fermée du « transfer pricing », dispositif central de l'« optimisation fiscale » que le Luxembourg a développée en industrie. Intitulé « Transnational Infrastructural Power of Professional Service Firms », le papier s'intéresse plus particulièrement au rôle des Big Four qui contrôlent largement ce champ et y exercent une « puissance infrastructurelle ». Au cours de ses recherches, l'économiste danois Rasmus Corlin Christensen s'est entretenu avec 66 professionnels du transfer pricing, des États-Unis à la Suisse, en passant par Londres. (Aucune interview ne fut conduite au Luxembourg.) Les citations recueillies sont croustillantes. Par moments, on a une pensée pour Marius Kohl et sa fabrique à rulings. Par exemple en lisant ces propos d'un professionnel privé : « People tend to vastly overestimate the ability of tax

authorities people to understand the [transfer pricing] rules; most of them don't understand the OECD principles, (...) they don't get it ». Christensen évoque un « power advantage » des Big Four. Les autorités publiques se retrouveraient dépassées par les acteurs privés et transnationaux : « By one estimate, multinational companies and global professional service firms employ transfer pricing specialists valued at one hundred times more than governments ». En 35 ans, le fisc américain n'a ainsi plus gagné une affaire majeure en matière de prix de transfert. Tant les fonctionnaires que les juges seraient dépassés par la technicité des dossiers, estime Christensen. À ceci s'ajoute un effet pervers, pointé par l'auteur : Plus les États édictent de nouvelles règles, plus les bénéfices des Big Four augmentent : « When countries introduce new transfer pricing rules, it coincides with a dramatic increase in transfer pricing advisory services ». En fin de compte, les Big Four « help their corporates clients cancel out any expected additional tax payments ». L'hégémonie des Big Four s'explique enfin par leur contrôle de « la production des producteurs ». Les grands cabinets sont les seuls endroits où on peut s'initier au métier, ils fournissent la matrice de la profession. Le calcul des prix de transfert « requires the use of substantial doses of discretion and judgment », dit un professionnel. Cette jugeotte que seule une « riche expérience » pourrait fournir.

D'autres évoquent « un art plutôt qu'une science ». Un flou artistique qui facilite grandement l'érosion des bases imposables des multinationales et des recettes États-nations. [bt](#)



Ticker

« Kommt mir sinn eis eens »

Bernard Thomas

Didascalies pour suivre le spectacle tripartite



La délégation patronale, menée par Michel Reckinger



Xavier Bettel, mercredi au ministère d'État

Le premier acte de la tripartite débute dimanche. La dramaturgie politique est soignée. Xavier Bettel (DP) tient le rôle de maître de cérémonies. Ce mercredi, à l'issue d'une après-midi de répétitions en bilatérale, le Premier ministre s'est présenté devant la presse comme un médiateur social-libéral « comprenant et partageant les inquiétudes des citoyens » (qu'il veut « rassurer à travers ces temps incertains »), tout en promettant une gestion des finances « en bon père de famille » : « The sky is not the limit ». En vingt minutes chrono, il aura utilisé à quatre reprises les formules « mon avis personnel » ou « mon sentiment personnel » : « Je parle ici plus en tant que Xavier Bettel qu'en tant que Premier ministre ». Le Premier soigne son image sociale. Ce ne serait « pas responsable » d'imaginer qu'on puisse « simplement supprimer », sans autre compensation, la tranche indiciaire prévue à la fin de l'année. Il ne faudrait pas que les citoyens aient « l'impression de ne pas être écoutés ». « Je sais qu'une tripartite, ça coûte », ajoute Bettel, sans avancer des pistes sur comment la financer. Au début du mois, le Premier ministre avait signifié que de nouveaux impôts ne constituaient pas son option préférentielle : « Les impôts sont pour moi la dernière solution », disait-il alors, tout en admettant que « de Sputt [budgétaire] ass net d'är Gréisster een ».

Absent de la table des négociations, le député Dan Kersch retrouve son rôle de franc-tireur. L'ancien Vice-Premier ministre socialiste positionne son parti en amont de la tripartite, et surtout du *Superwaljoer* 2023. (Les communales auront lieu en juin, les législatives en octobre.) « Le DP préfère risquer un conflit social plutôt que d'abattre ses vaches sacrées », dit-il au *Land*. « Le calcul est pourtant très simple : Si on n'a pas le courage d'imposer les superprofits, on ne pourra pas financer les mesures pour éviter le creusement de la fracture sociale. Ce n'est pas une question idéologique, mais un constat purement mathématique. » Contacté par le *Land*, le Vice-Premier ministre vert, François Bausch, met en garde : « Si les mesures grèvent les investissements à long terme, on ne va pas être d'accord. Si le budget est supposé rester équilibré, il faudra aussi parler de nouvelles recettes. Des pistes sont sur la table, comme l'imposition des plus plus-values foncières réalisées suite à un reclassement de terrains. Mais, pour des raisons idéologiques, certains n'en veulent pas de ces recettes. » Aux yeux de Dan Kersch, « c'est une question de majorités » : « Le DP n'arrête pas de se référer à l'accord de coalition. Mais celui-ci arrivera bientôt à échéance, et il y en aura un nouveau. Aux prochaines élections, les cartes seront redistribuées, et la question fiscale va être déterminante pour la formation de la prochaine coalition. Le DP devra décider s'il veut de nouveau en être. » À treize mois des élections, la question fiscale s'est muée en marqueur politique. Pas de grande réforme, mais un grand (et stérile) débat parlementaire, qui sert surtout à préparer les programmes électoraux.

Dans le casting tripartite, Yuriko Backes (DP) campe le personnage de l'Iron Lady, gardienne austère de l'équilibre budgétaire.

« Le DP préfère risquer un conflit social plutôt que d'abattre ses vaches sacrées »

(Dan Kersch, LSAP)

« La ministre des Finances a rappelé la nécessité de préserver le climat des affaires luxembourgeoises », titre *Paperjam* cette semaine. Ce mardi, elle avait exposé sa position de négociation devant la Luxembourg Financial Markets Association, réunie au Mudam. « Cela fait partie de ma description de poste, je dois maintenir une politique budgétaire prudente », déclarait la ministre technocrate aux managers de la finance. Si elle évoquait la nécessité d'« aider les plus vulnérables » (pas présents dans la salle), elle mit surtout l'accent sur « notre triple A ». Tout en se défendant d'être un « Spuer-Fetischist », Xavier Bettel a déclaré ce mercredi que le financement des mesures ne passera pas par l'emprunt. Il a rappelé l'impératif de maintenir la dette en-dessous de la limite symbolique des trente pour cent du PIB, c'est-à-dire la moitié du seuil prévu par les critères de stabilité (seuil que même l'Allemagne ne respecte plus). « Le fait est que si nous n'etions pas aussi tributaires... *Kommt mir sinn eis eens* : Au Luxembourg nous avons un secteur qui nous permet d'avoir beaucoup de moyens, le secteur financier. Et dans le secteur financier, il y a trois lettres, le triple A, qui en confirment la solvabilité et la crédibilité. » Pourtant, budgétairement, tout allait bien jusqu'ici. Le 18 juillet, quatre jours après le « grand débat fiscal » à la Chambre, Yuriko Backes finit par dévoiler aux députés le solde budgétaire du premier semestre 2022 : 1,1 milliard d'euros. Elle « nuança » aussitôt la bonne nouvelle : « Les recettes progressent beaucoup moins rapidement qu'en 2021 et des dépenses importantes sont attendues dans les prochains mois, et ce dans un contexte économique moins porteur, marqué par des tensions inflationnistes importantes », notait le communiqué officiel.

La tripartite se tient dans un contexte d'économie de guerre. Enovos estime qu'un ménage de trois personnes devra s'attendre à une facture de gaz de 5 400 euros par an (en extrapolant à partir des tarifs actuels), soit plus de deux mois de salaire social minimum. Les inconnues sont légion : Jusqu'où monteront les prix de l'énergie ? Les offices sociaux vont-ils être pris d'assaut ? Le Luxembourg assistera-t-il à l'émergence d'un mouvement

gilets jaunes ? L'Allemagne entrera-t-elle en récession ? La place financière fournira-t-elle un bouclier contre la crise ? Alors que le tableau européen s'assombrit, Nora Back dénonce sur *RTL-Radio* « déi Schwaarzmolerei vun der grousser Rezessioun », qui ne refléterait pas la réalité luxembourgeoise. Les élus pensent, eux, aux élections. Ils ont passé les deux derniers mois à courir les inaugurations officielles, se sont bousculés à la Schueberfouer, ont distribué des gadgets à la braderie. Ils savent que la guerre en Ukraine, la précarité énergétique et le dérèglement climatique ne génèrent pas de « likes » sur Facebook.

Les élections communales et législatives planent au-dessus de la tripartite. Face au *Land*, François Bausch évoque solennellement « l'intérêt national » : « Je mets en garde les partis qui tentent mordicus d'entrer dans la prochaine coalition : S'ils comptent profiter de la tripartite pour lancer leur campagne électorale avec des arguments populistes, le prix politique à payer sera élevé. » Les Verts ont pourtant été les premiers, en amont de la tripartite, à s'émanciper de la raison de coalition. Début septembre, le parti a revendiqué des aides élevées et ciblées, « sans trop tarder ». Pour Déi Gréng, il s'agissait autant de prévenir une deuxième extension de la ristourne à la pompe que de défendre leur ministre Claude Turmes. Alors que l'heure de gloire de ce vétéran européen de l'efficacité énergétique semblait arrivée, il a jusqu'ici peiné à formuler un message mobilisateur et empathique. Dans son édition du samedi, le *Wort* demande au ministre ce qu'il fait « à titre personnel » pour économiser de l'énergie. Turmes répond en évoquant entre autre sa nouvelle voiture de fonction électrique.

Le DP et le LSAP ont très mal pris le *preemptive strike* des Verts. Dan Kersch vitupère contre ce qu'il considère être une manœuvre opportuniste : « Au gouvernement, les Verts s'opposent à nos propositions, mais en tant que parti, ils les soutiennent. Aujourd'hui, ils répètent comme des perroquets ce que nous disions lors du grand débat fiscal en juillet. » Le LSAP est resté très discret durant la pause d'été. De la part du ministre de l'Économie, Franz Fayot, on n'aura pas entendu d'appels à la mobilisation générale pour accélérer la transition énergétique. Ce lundi, la *shooting star* socialiste, Paulette Lerner, s'est fendue d'une courte interview dans *L'Essentiel*. Son propos reste très convenu : « Il faudra être sélectif d'un point de vue social. Venir en aide à ceux qui en ont réellement besoin et rééquilibrer, car il n'y a pas que des perdants dans une crise ». Lors de la dernière tripartite, la probable protagoniste socialiste aux prochaines législatives avait joué les seconds rôles, s'effaçant derrière le duo Bettel-Bausch.

Xavier Bettel a promis des aides « bis an d'Mëttschicht ». Restera à déterminer qui fait partie de cette mythique « classe moyenne ». (Au Grand-Duché, le mot est généralement utilisé comme synonyme politiquement correct de « fonctionnariat

luxembourgeois », c'est-à-dire d'une large partie du corps électoral.) La question dominait déjà la tripartite d'il y a six mois, l'OGBL exigeant que le crédit d'impôt (dégressif) s'applique jusqu'à un revenu annuel de 135 000 euros. La période couverte par un éventuel accord constitue un autre écueil. Afin de ne pas hypothéquer leurs campagnes électorales, les partis de gouvernement auront intérêt à conclure un deal courant jusqu'aux prochaines législatives, même si Bettel admet qu'« il est tout à fait possible que la prochaine tripartite ne soit pas la dernière ». De leur côté, les syndicats devraient se montrer réticents de s'engager jusqu'en 2023.

En mars, le gouvernement pensait avoir acheté deux années de paix sociale (pour le prix d'un demi-milliard d'euros). Le Statec estimait alors que l'inflation reculerait dès 2023 et prédisait une prochaine tranche pour le début 2024. Ces prévisions ont été très rapidement dépassées par la réalité de la guerre et l'embargo russe. Lorsqu'à la mi-juin, les députés votaient le projet de loi tripartite, les calculs du Statec semblaient déjà fantaisistes. En août, le directeur de l'institut statistique, Serge Allegrezza, tenta d'expliquer ces erreurs d'analyse face à *Radio 100,7* : « On estimait qu'une telle guerre était une hérésie et une impossibilité, et qu'elle ne pourrait donc qu'être de courte durée ». Ce mercredi, Xavier Bettel a déclaré que « nous vivons aujourd'hui dans un autre monde qu'il y a six mois ». Les nouvelles prévisions du Statec ne sont guère réjouissantes. Selon les scénarios retenus, le nombre de tranches indiciaires devrait osciller entre deux et quatre en 2022 et 2023, auxquelles vient s'ajouter la tranche reportée de juin dernier. Le « scénario central » du Statec table sur une inflation de 6,6 pour cent durant les seize prochains mois. Un pic est attendu pour janvier : 8,7 pour cent.

Le « syndicat n°1 » avait pris un réel risque en refusant de signer l'accord tripartite en mars ; il se sent aujourd'hui confirmé dans son choix. Dan Kersch ne cache pas son amertume : L'accord aurait été « plus qu'acceptable », faire capoter les négociations en pleine nuit aurait été « irresponsable » de la part de l'OGBL. « Ils peuvent jubiler autant qu'ils veulent, en réalité, ils se sont totalement isolés ». C'est qu'une « bonne partie » des permanents de l'OGBL aurait « een ideologescht Briet virum Kapp ». Kersch avait hanté les coulisses des dernières négociations tripartites. Il s'était imposé comme *power broker*, menaçant de voter contre un accord si certaines lignes rouges syndicales étaient franchies. Au sein de la commission parlementaire, le « 31^e homme » de la majorité assurera que le projet de loi fut amendé : La période de douze mois supposée séparer les tranches indiciaires jusqu'en 2024 passa ainsi à la trappe. Nora Back maintient l'index comme « ligne rouge » : « Les tranches devront de nouveau tomber normalement », dit-elle au *Land*. Dès lors, quelle marge de négociation lui restera-t-il ? « Nous ne voulons pas que la tripartite tourne uniquement autour de l'index », répond Back. Ce mercredi, à la sortie de la réunion bilatérale, le président de l'UEL, Michel Reckinger, a exprimé la même idée par une métaphore scatologique qui lui a assuré d'être repris dans tous les médias : « L'index, c'est comme un Aspégic contre les maux de tête, alors que notre économie a la chiasse. » Pour compléter ce diagnostic, le chauffagiste Reckinger se faisait accompagner par l'Alfi à la réunion bilatérale. Le lobby des fonds, qui n'est pas membre de l'UEL, a pu livrer ses prévisions du tassement des recettes issues de la taxe d'abonnement.

La tripartite reposait historiquement sur un groupe d'hommes luxembourgeois soudés par un haut niveau de confiance et de connivence. Elle livrait un cadre feutré pour domestiquer la lutte des classes. Les syndicats luxembourgeois se sont modelés à l'image de ce néocorporatisme ; les dirigeants devaient être en position d'imposer à leur base les deals qu'ils avaient négociés en huis-clos. Dès son élection en 2018, la présidente de l'OGBL, Nora Back, s'était affichée « plus participative » que ses prédécesseurs. Aux négociations de mars, elle a respecté à la lettre le mandat des instances de l'OGBL. Or, la tripartite est tout sauf une institution participative. Pour le public, le crash des négociations tripartites a l'avantage d'exposer la mécanique interne. En avril, la direction syndicale a livré sa version, partielle et partielle, des faits en publiant une chronologie dans *OGBL-Aktuell*. « Turmes et Bausch interrompent désormais constamment la présidente de l'OGBL », y lit-on. « Ils se disent 'choqués, choqués !' par des revendications telles que la réduction de la TVA et des accises sur les produits énergétiques ou bien encore la revendication visant à adapter le barème fiscal à l'inflation ('savez-vous ce que cela coûte ?') ». Le récit syndical pointe la pression constante : « Deuxième jour de la tripartite. Xavier Bettel ouvre la tripartite – alors qu'on vient juste de servir des lasagnes. » Nora Back se rappelle un rythme de travail « horrible » : « Quinze heures, rue de la Congrégation, plusieurs jours de suite ». Elle souhaite plus de « sérénité » cette fois-ci. Or, un accord devra être conclu d'ici début octobre au plus tard, a martelé Xavier Bettel ce mercredi : « L'hiver n'attend pas », les factures de gaz non plus. Le Luxembourg accuse d'ores et déjà du retard. Le gouvernement allemand a ficelé son troisième « Entlastungspaket » au début du mois. Le Premier a esquissé des premières pistes potentielles, dont le plafonnement des prix de l'énergie, du moins pour les « besoins de base ». Les gens pourraient ainsi faire les comparatifs sur leur facture, expliquait-il : « Ça, c'est ce que vous avez payé ; ça, c'est ce que vous allez payer ; et ça, c'est ce que vous auriez payé si le gouvernement n'était pas intervenu ». Les électeurs pourront ainsi mesurer la générosité de leur gouvernement. ●

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Lasst uns regredieren!

Michèle Thoma



Wir wollen eine Königin. Besonders eine tote. Eine tote ist noch besser, weil da können wir weinen. Wir wollen weinen. Wir müssen weinen. Irgendwer irgendwas muss die Knoten in uns lockern, immer können wir nicht hart sein müssen. Hart und zynisch und rationell. Selbstbestimmt. Nüchterne Passagier*innen des dritten Jahrtausends. Keine Popanze, keine Popen, keine Puppen, keine Päpste. Aufklärung statt Verklärung. Keine Altar- oder Palastkulissen, keine Throne, Kronen. Nichts als die nackte Freiheit.

Jetzt können wir weinen, gratis. Eine Massentherapie. Wir einklinken in den globalen Flennflow. Weil die Großmutter ist tot. Sie war die Großmutter der ganzen Welt, wie plötzlich klar wird, des Universums gar. Die Ur-Großmutter. Von Klein und Groß, von Menschen aller Geschlechter, aller Teints, aller Einkommensklassen. Selbst hartgesottene Linke wischen sich eine Zähre aus dem Knopfloch, weinend sind endlich alle vereint. Die Arbeiter*innenklasse, die es nicht mehr gibt, der Mittelverstand, den es nicht mehr gibt, all die herumdriftenden Individuen mit ihren flexiblen Lebenskonzepten, und die Hyperreichen.

Mourning and Grief heißt die poetische Lösung auf *BBC*. Sie war immer da! murmeln die Menschen am Straßenrand. Seit einer Woche wiederholen die Trauer- Moderator*innen dieses Statement in Dauerschleife, seit einer Woche üben sie sich in der Kunst, endlose Sendezeit auszufüllen mit diesem monotonen Mantra.

Sie war schon im Job, als die Alten das Licht der Welt erblickten. In der Schwarzweißzeit war sie schon da, die letzten Schwarz-Weiß-Menschen erinnern sich. All die Kratzfüße und Bücklinge

Huch!, ich gerate
ins Schwärmen über
die reichste
Großgrundbesitzerin
Großbritanniens

die sie entgegennahm! Die Weltgeschichte defilierte vor ihr, aus dem Schwarzweißfilm wurde ein Farbfilm. Pausenlos hatte sie Geburtstag. Pausenlos hatte sie Jubiläum, alles jubelte, paradierte, zu Wasser, zu Land, zu Pferde, es wurde in Hörner geblasen und aus den Elendsvierteln und den Villenvororten strömten die Untertanen. Auch wenn Spielverderber*innen sich die Obertanen nicht mehr leisten wollten. Wie lange sollte die älteste Demokratie der Welt diese perverse Buckinghammelbande noch aushalten? Einen Prinzen, der sich als Nazi verkleidete, einen Thronfolger, der ein Tampon sein wollte? Eine Romantikerin mit vagem Blick schüttete ihr Herz aus zur besten Sendezeit, war sie nicht Opfer auch dieser Königin, die noch aus der vorempathischen Zeit stammte? Der bösen Schwiegermutter. Aber dann erschien diese auf dem Balkon

und schaute unerschütterlich. Und es ging weiter mit dem Zirkus, die Hauptdarsteller*innen wurden milliardenfach angeklickt und sie wurden weiter gebucht. Eine blieb auf der Strecke. Das tat der Beliebtheit der Serie keinen Abbruch.

Pflicht! Beständigkeit! Tapferkeit! Geduld! Unter Tränen stoßen Menschen diese seltsamen Worte hervor, in den Medien machen sie Schlagzeilen, Begriffe die nach Katechismus und Kriegen riechen. Tugenden, wie das auf old school hieß. So Tugenden wollte doch schon ewig keine*r mehr kaufen. Sie hat ihre Pflicht getan! Lebenslänglich! murmelt es nostalgisch auf allen Kanälen.

Dass sie all das nicht nur duldete, sondern erduldete. Nicht abhauen, nicht abkratzen, nie schwänzen. Sich nicht scheiden lassen. Schon gar nicht verscheiden. Stur und stoisch, und im Lauf der Jahre kam allmählich ein Liebreiz dazu. Die Frau, die in ihren mittleren Jahren wie eine mechanische Absolventin lächerlicher Zeremonien gewirkt hatte, wurde immer präsenter. Sie schaffte es, kanariengelbe, pinke, aprilfrischgrüne Maskottchen-Outfits und Winke-Winke-Teletubby-Charme mit der Ehrwürdigkeit der Greisin zu verbinden. Etwas Weicheres ging von ihr aus, ein Strahlen, gar eine Ausstrahlung. Oder hatte sie das all die Jahre nur professionell getarnt, in auf *BBC* gezeigten alten privaten Aufnahmen erscheint sie oft übermütig, temperamentvoll, lustig?

Huch!, ich gerate ins Schwärmen über die reichste Großgrundbesitzerin Großbritanniens. Wo gerade Tausende junge Männer in der Ukraine sterben! Ernsthafte Linke wettern über Linke, die weinende Emojis posten, weil eine greise Nachfolgerin von Raubrittern das Zeitliche gesegnet hat. ●

ZU GAST

Zukunftsfähige Landwirtschaft

Die Entwicklung der Landwirtschaft wird maßgeblich durch die Agrarpolitik, die weltweiten Preise für Agrarrohstoffe und die Umweltregelungen beeinflusst. Die Agrarpolitik wird auf nationaler Ebene über das sogenannte Agrargesetz geregelt, das der Chamber jetzt von Landwirtschaftsminister Claude Haagen vorgelegt wurde und bis Ende des Jahres verabschiedet werden soll.

Die Globalisierung der Agrarmärkte sowie die Abschaffung der Milchquoten haben in Luxemburg in den vergangenen zehn Jahren zu einer Ausweitung der Milchproduktion geführt. Diese Entwicklung wurde seitens der Politik aktiv mit hohen Investitionsbeihilfen gefördert, ohne Begrenzung und Selektion. Die Landwirte haben investiert, sich spezialisiert und der gesamte Sektor hat sich viel Know-How in diesem Bereich angeeignet. Resultat ist ein kompetitiver Milchproduktionszweig. Kein anderer landwirtschaftlicher Produktionszweig erzielt in Luxemburg vergleichbare Betriebsgewinne.

Eigentlich ein riesiger Erfolg, wäre da nicht die Notwendigkeit, die nationalen Ammoniak-Emissionen bis 2030 um 22 Prozent gegenüber 2007 zu reduzieren. Die Berechnung dieser Emissionen wird zum größten Teil durch die Anzahl an Rindern beeinflusst! Das Landwirtschaftsministerium will dieses Zielerreichen, indem es eine Produktionsgrenze in der Viehhaltung einführt. In Zukunft braucht es eine Genehmigung des Ministers, wenn ein Betrieb seinen Viehbestand vergrößern will. Das neue Agrargesetz sieht somit Produktionsbeschränkungen auf Basis der Kuhzahl für die einzelnen Bauern vor.

Diese Begrenzung lässt Platz für Diskussionen. Ist die Kuhzahl der geeignete Indikator? Wird eine Begrenzung der Kuhzahl nicht zu einer Intensivierung der Produktion pro Kuh führen, da mehr Kraftfutter verfüttert wird? Setzen wir mit dieser Begrenzung nicht auch die Kompetitivität, und somit die Zukunft des Sektors aufs Spiel?

Für die CSV sollte der Betrieb auf Basis von Umweltindikatoren und Klimabilanzen bewertet werden, wenn er sich weiter

entwickeln will. Dies würde den Unternehmergeist fördern und zu nachhaltigem Wirtschaften führen. Als mögliches Kriterium könnte beispielsweise die so genannte Futterautarkie herangezogen werden, das heißt, dass die Betriebe beim Futter möglichst ohne Zukäufe auskommen. Wenn keine Futtermittel zugekauft werden, müssen weniger Nährstoffe importiert werden, das bedeutet, die Nährstoffbilanz ist ausgeglichen und die Emissionen geringer.

Jeff Bonnen ist Landwirt und Bezirkspräsident der CSV-Norden

Des Weiteren muss der Landwirtschaft aktiv geholfen werden, Alternativen zur Viehhaltung zu entwickeln. Zurzeit gibt es in Luxemburg aber keine konkurrenzfähige alternative Flächennutzung zur Milchproduktion. Gemüse- und Obstanbau sowie andere pflanzliche Produktionen haben Erfolg in der regionalen Direktvermarktung, bieten sich aktuell aber nicht als flächenmäßig interessante Alternative an. Es fehlt an Know-How, an der Weiterverarbeitung, an Absatzmärkten und an der flächenmäßig möglichen Bewässerung.

Produktionen begrenzen ohne Alternativen zu fördern, wird die Landwirtschaft noch weiter in die Abhängigkeit von öffentlichen Zahlungen treiben. Eine langfristige Strategie für eine resiliente Milchproduktion und eine Diversifizierung der Landwirtschaft ist notwendig. Dies würde den Betrieben die Möglichkeit geben zu reagieren. Es wäre zu diesem Zeitpunkt angebracht, die Entwicklung der Milchproduktion auf Basis von Umweltindikatoren zu steuern und die Investitionsförderung ab einer gewissen Produktion auszusetzen. Dies ist zu begründen, da Skaleneffekte bei großen Betrieben die Wirtschaftlichkeit der eingesetzten Technologie absichern. Landwirte sind Unternehmer. Sie passen sich alltäglich an viele Variablen an. Wir sollten genau diese Stärke nutzen, um die Luxemburger Landwirtschaft resilienter zu gestalten. ● Jeff Boonen

D'GEDICHT VUN DER WOCH



Britteschen Humor

„King Charles expresses frustration over leaking pen“
The Guardian, 13.09.22

Jacques Drescher

Et ass e groussen Theater,
Mat Folklor a Gedäisch.
Well Spaass muss sinn am Liewen,
Soss geet kee mat der Läich.

De Kinnek ass frustréiert;
Hien ass en ale Mann.
E weist beim Ënnerschreien,
Dass hien och fluche kann.

Et héiert een hie granzen:
„Oh god, I hate this pen!“
E ka se net erdroen,
Déi Tënt op sengen Hänn.

Da muss de Kinnek weider;
Nach ass et ganz, säi Räich.
E weess, et kann zerbrächen:
Et hänkt un enger Läich.

BRIEF AN DIE REDAKTION

Grenzfragen

In dem ansonsten ganz lesenswerten Artikel „Fließende Grenzen“ (*d'Land* vom 9.9.2022) steht der Satz: „Denn seit dem vorvergangenen Krieg, dem deutsch-französischen 1871, war Lothringen Teil des Deutschen Reiches.“ Das ist entspricht aber nicht den historischen Fakten. In der Tat blieben das heutige Département Meurthe-et-Moselle sowie die Départements des Vosges und de la Meuse französisch. Zum Deutschen Reich kamen lediglich das heutige Département de la Moselle sowie ein kleines Zipfchen im Nordosten des Département des Vosges. Die besetzten Gebiete machten infolgedessen nur etwa 37 Prozent Lothringens aus.

Die französisch-luxemburgische Grenze erstreckte sich von 1871 bis 1918 von der heutigen Grenze zwischen den Départements de la Moselle (57) und Meurthe-et-Moselle (54) – südlich von Differdingen und zwischen den Ortschaften Rédange („Däitsch Réiden“) und Hussigny – bis ans Dreiländereck bei Rodange („Réiden op der Kor“). Durch die Rückgabe der besetzten Gebiete an Frankreich und den Wegfall des Deutschen Zollvereins kam der Abschnitt Differdingen-Schengen als Zollgrenze hinzu, wodurch sich die zu kontrollierende Grenzlänge aber nicht bloß „beinahe verdoppelte“, wie im Artikel steht. Vielmehr wuchs die Außengrenze im Süden Luxem-

burgs um den Faktor 6,3, nämlich von 11,5 auf 73 Kilometer.

Des weiteren ist auf dem Foto unten im Artikel kein „Steinquader, der wahrscheinlich die Mineneingänge markiert“, zu sehen, sondern vielmehr die Überreste eines Oberleitungsmastes der Grubenbahn zwischen Volmerange und Düdelingen samt Betonfundament (historische Fotos gibt's auf rail.lu). Die Stollenmundlöcher der Gruben Kraemer und Langenberg in Volmerange sowie der Grube Laan-geberg in Düdelingen sind von außen sichtbar. Wie man sieht, darf man auch einer Doktorandin nicht alles unesehen abkaufen. ● Francis Wagner



Étalement
péri-urbain entre
Walferdange
et Mersch

Prêt pas prêt

Philippe Nathan

De viabilité et vulnérabilité territoriales,
de vigilance et violence générationnelles

Allégorie de France

Timidement adossés contre l'écran de la salle de conférences de l'hôtel de la métropole, trois générations d'architectes, d'urbanistes, de sociologues, de paysagistes et de climatologues viennent d'ambitueusement, en partie prétentieusement, introduire leurs groupements internationaux à la presse, à l'administration et à la politique locale.

Si le décor est d'après-guerre (la Deuxième, mondiale), un *mid-modern* respectueusement entretenu dans un bâtiment bâtard croisant brutalisme européen au métabolisme japonais, le sujet de l'après-midi est le territoire de demain face aux défis désormais non-négligeables. L'ambiance est terne.

Propre à l'économie libidinale et au temps de cerveau disponible, les trois équipes font à tour de rôle et à une vitesse effrénée défiler des slides soigneusement décorés de subtilités et de joies graphiques. Petit spectacle au conteneur format 16:9, agréablement visionnable, dont le contenu esquisse les questions cependant vitales qui s'affligent à la région.

Après trois quart d'heure, l'audience retrouve donc un cadavre exquis de vulnérabilité territoriale ; de la crise climatique s'appliquant autant aux températures insupportables de quartiers qu'à l'infertilité agricole, jusqu'aux conséquences spéculatives de l'automatisation et de l'intelligence artificielle sur le tissu socio-économique (...), tous les ingrédients d'un menu de collapsologie¹ sont réunis.

Ce processus irréversible, défini par Yves Cochet et Agnès Sinai, à l'issue duquel les besoins de base (eau, alimentation, logement, habillement, énergie, etc.) ne pourront plus être fournis (à un coût raisonnable) à une majorité de la population par des services encadrés par la loi.

Le Luxembourg est désormais le territoire le plus fragmenté d'Europe. Cette fragmentation est d'abord politique, se manifeste ensuite spatialement et devient finalement sociale

Car le diagnostic humble de vulnérabilité territoriale masque bel et bien la question existentielle et systémique de la viabilité, imminente et future, d'une région.

Après trois quart d'heures, place aux questions. La presse s'intéresse aux échéances et aux prix de l'entreprise, aux spécifications de ce marché public de consultation internationale. Un fonctionnaire voudrait savoir comment les résultats de l'étude seront utilisés, appliqués. Pas plus de craintes, pas de panique.

Interlude

Cité par Jean Lebrun sur *France Inter*, le philosophe Bernard Stiegler aurait émis le diagnostic suivant sur les développe-

ments de la société contemporaine : Les travailleurs n'ont plus de savoir-faire ; les consommateurs n'ont plus de savoir-vivre ; les concepteurs et décideurs non plus de savoir théorique, voir critique.

Ils deviennent ainsi les complices, volontaires ou non, d'escrocs et de mafieux qui exploitent cette situation d'incurie.

Démonstration

Du premier rang, un Monsieur se manifeste. Svelte, coiffure raie gominée, costard bleu marine et chemise bleu ciel, l'homme quarantenaire se dresse et s'introduit à la salle comme l'un des trois maires du territoire concerné. L'exercice est maîtrisé ; le vocabulaire est affûté, le ton est grave. Après introduction, il adresse la parole aux groupements coincés au fond de la salle, mi-avertissant, mi-menaçant : Les maires seront vigilants à ce que les études répondent favorablement aux besoins et désirs actuels des citoyens : à l'emploi, aux équipements et au stationnement.

Tirs croisés de regards inquiets et consternés entre concepteurs et leurs collègues dans la salle, entre élus de la métropole et leurs chefs de projet.

Guerre des échelles

Cette consternation et incompréhension mutuelle est l'expression symptomatique d'un clivage plus large, sociétal. Un conflit idéologique se résumant à une guerre des échelles qui se déroule en trois dimensions ; l'échelle théorique des défis globalisés contre celle de la gestion du/d'un quotidien, liée intimement à l'échelle spatiale du village et d'une commune contre celle d'une métropole, d'une région ou d'un pays et puis l'échelle temporelle du besoin (ou désir) actuel et imminent de l'électeur et du mandat politique contre l'échelle du moyen et long terme, de la génération suivante.

Une guerre dont les batailles se déroulent autant dans les salles de conférences des hôtels de métropoles qu'autour des repas de famille.

Un conflit qui risque d'être des plus violents au Luxembourg.

Pyramides et autres planifications

Notre modèle structurel pyramidal, (définition wikipédienne : montage budgétaire frauduleux (...) si l'escroquerie n'est pas découverte, elle apparaît au grand jour au moment où elle s'écroule) requérant toujours plus de nouveaux entrants afin de pouvoir subsister et financer une génération établie, impose en conséquence une ou des croissances ; toujours plus, et forcément de tout !

Si ces croissances contribuent certes à une paix sociale (hypothécaire) se fondant sur un confort médian généralisé tout en permettant un standard de vie dalinien à certains, elles nous lobotomisent in fine chroniquement face à l'avènement actuel de « l'âge du moins » que Robert Lion définit par moins de ressources, moins de marges de manœuvre et donc moins de confiance et moins d'espoir².

Naissance de la tragédie sectorielle à partir de l'esprit de la croissance³

C'est cet impératif de croissance(s) qui conduit en 2004 aux premières réflexions de planification territoriale à échelle nationale, devenu question vitale : Comment organiser un pays sous-équipé en infrastructures afin de permettre la croissance et éviter le collapse ?

Développé par un groupement allemand autour entre-autres d'Albert Speer Jr., la réponse retenue privilégie, tout en représentant le pays comme une île, la mobilisation de frontaliers et donc du territoire non-luxembourgeois et de ses ressources en optimisant les infrastructures routières par la décentralisation. Un archipel, ses colonies, ses voies de navigation.

Ce sont ces réflexions non-contraindantes qui ont pourtant esquissé les bases des plans sectoriaux officialisés en 2021. L'art tragique de la politique silo-sectorielle consiste en plusieurs actes.

D'abord, le territoire est abruti puis disséqué en compétences ressorts spécialisés. La gestion de ces secteurs ne relève moins de comités et compétences scientifiques que de politiques cadrées par un mandat à court-terme. Des politiques sectorielles par définition spécialisées servant un électorat spécialisé avec des intérêts spécialisées, et donc antagonique au bien commun et antinomique à toute vision holistique à moyen ou long terme.

Buffet territorial à volonté

Afin de satisfaire la faim boulimique de ces intérêts et besoins croissants, le territoire est aménagé par l'extrapolation et la reproduction de médiocrités et d'autres criminalités de nouveaux-riches : par ci une cité résidentielle avec ses cabanes clonées à deux étages d'encombrants, métastases saillantes et doubles garages réglementaires, par là une zone économique ou artisanale lunaire et non habitable composée de vaisseaux de pêche aux couleurs différentes mais aux fonctions identiques, grattant les fonds d'une mer d'asphalte...

Le dénominateur commun de ces aménagements est le terrain dont ils se servent.

A défaut de pouvoir produire à des prix raisonnables les aliments dont une société croissante aurait besoin, le secteur le plus négligé, sous-évalué ou simplement ignoré livre ses terres à consommer. Buffet à volonté : 0,5 hectare de terres agricoles et/ou forestières, par jour, pendant ces dernières années.

La conséquence spatiale n'en est pas la croissance, mais l'extension, l'étalement. Le Luxembourg est désormais le territoire le plus fragmenté d'Europe. Des fragments de paysages autant que de villages. Cette fragmentation qui est donc d'abord politique et se manifeste ensuite spatialement devient finalement sociale. En commençant par le café ou l'épicerie du village, l'exode des services de proximité vers des zones d'activités, des tissus et cohésions sociales se perdent. Sur le buffet à volonté de l'urbanisme luxembourgeois c'est l'effet doughnut : le périmètre est moelleux et délicieusement garni, le cœur est vide.

Des distances qui se créent, qu'il faudra construire et entretenir (en infrastructures), qu'il faudra pallier (en mobilité, en équipements...).

Un autre langage, une autre comptabilité

Si les unités d'€, ha, a, m² et m³ (par ordre décroissant d'intérêt) ont à ce jour dominées tant les livres comptables que les outils de planification du ménage national et ainsi du dogme collectif, un nouveau vocabulaire s'impose.

Par conventions internationales ce seront les tonnes équivalents de gaz à effets de serre, par intérêts de l'électorat ce seront les degrés Celsius de son environnement vécu, par goût à la lumière artificielle les kilowatts-heures, par pragmatisme vital les litres d'eau et peut-être les kilo-joules... notre compréhension du monde va radicalement changer, et en cours de route, notre manière d'en parler, de mesurer, de planifier, de prioritiser.

L'étrangeté apparemment codifiée de ces unités abstraites et exotiques dissimule le constat, pourtant flagrant, que tout se relie au final à nos comportements quotidiens, à notre style de vie ainsi qu'à son support, c'est-à-dire au sol.

Si la politique sectorielle produit un territoire fragmenté amplifiant les distances, si la croissance fainéante stimule gavage et étalement périurbain, les conséquences sont forcément plus de dépenses financières publiques et privées pour la mobilité, mais aussi plus de dioxyde de carbone.

Dans le hit-parade des bilans carbone, c'est la mobilité qui met ainsi le Luxembourgeois en tête d'affiche.

Dans le nouvel évangile carbonique, l'alimentation, ce que nous mangeons au quotidien, représente en moyenne plus d'un tiers⁴ de toutes les émissions. Et là, la concentration du secteur agricole local sur la seule production actuellement économiquement viable, la surproduction hyper-optimisée de veau et de lait, alourdit la facture.

Le gavage comme métaphore d'une certaine croissance est certes figuré, mais il est aussi réel : une majorité de Luxembourgeois adultes est obèse selon l'OECD, accablant l'héritage sanitaire de la génération future.

Mais ici défis et potentiels se rapprochent : comme notre régime alimentaire et notre production agricole génèrent le triple d'émissions⁵, le potentiel de réduction de gaz à effets de serre par simple adaptation de notre diète se chiffre selon *The Economist* à soixante pour cent et à 86 pour cent en besoins d'eau⁶.

Notre menu quotidien a donc un impact majeur sur le climat et sur la disponibilité en eau (*fun fact* pour raison d'actualité) mais aussi sur le besoin de surface au sol : Nos assiettes omnivores requièrent ainsi sept fois plus d'espace qu'un apport calorifique équivalent à base de plantes. Cependant, comme

Si la densification et la résilience ont été longuement rejetés et incompris, l'impératif des temps présents impose des mesures et des actions progressives.

nous avons actuellement recours à des terres extranationales, la libération possible de 75 pour cent de surfaces ne serait que partiellement comptabilisable dans nos paysages.

Bio-région Bonanza

Que le Luxembourg ne subsiste que par un territoire fonctionnel mobilisant les ressources limitrophes semble une notion dorénavant intégrée. Toutefois, cette région fonctionnelle est actuellement définie par le paramètre de domicile-dortoir des frontaliers et dessine une cartographie socio-économique soumise à de fortes fluctuations. L'importation virtuelle de sol et/ou d'eau n'y est pas encore considérée.

Par contre, les ressources naturelles et ensembles paysagers caractérisant le pays peuvent redessiner le périmètre d'un territoire à base de cohérences et cohésions immuables, dont la gestion transfrontalière, prospective et durable semble plus urgente que jamais.

Car ces ensembles qui s'articulent autour des bassins versants et influent largement sur la disponibilité en eau, la température et la biodiversité qui définissent la capacité productive des sols et donc la viabilité de notre territoire.

La capabilisation du territoire va cependant au-delà de la considération de l'exploitation de capacités régionales : il s'agira de développer et ancrer un savoir-faire et donc des économies sociales et durables spécifiques, faisant face aux pénuries de ressources et résilientes aux bouleversements socio-économiques potentiellement induits pas l'automation et l'intelligence artificielle. La capabilisation d'une région se définit donc par l'entretien et l'enrichissement d'un savoir-faire par la mutualisation des apports singuliers dans un entourage proche⁷.

Après les économies d'extraction, de minerais de fer autant que d'immobilier, qui produit un prolétariat intellectuel, place donc à l'économie de moisson.

Et cette capacité territoriale est triple : une bio-région autour de Luxembourg ne serait mathématiquement non seulement capable de produire les matériaux de construction renouvelables nécessaires à son développement et de produire les aliments essentiels à une population croissante, mais également à séquestrer (donc à absorber et stocker) en masse du dioxyde de carbone.

Des émissions négatives sans lesquelles le bilan carbone visé pour limiter le réchauffement à climatique à 1,5°C (à 2°C) est illusoire.

Le valhalla du technofix, de la solution technologique opérant à des échelles comparables, n'existe tout simplement pas.

Conditions générales

Le venin aux émissions négatives est l'étalement rurbain et l'artificialisation du sol qui en découle : Chaque hectare artificialisé représente ainsi une perte entre 4,5 à 40,7 tonnes de CO₂/ha/an⁸, sans considérer les émissions générées par la construction et l'activité subséquente, sans considérer le menu du jour, saignant ou à point.

Ceci n'est pas un plaidoyer contre la construction ou la croissance. Contre le carnivorisme traditionnel, sans doute.

Mais le gavage structurel devra urgemment être détourné vers une croissance dépassant surpassant la paralysie de notre culture de planification et construction, de notre sens des priorités et de notre prétentieux bon goût.

Si le tantrisme de densification et de résilience a pu être longuement rejeté et incompris, l'impératif des temps présents infligera des mesures et actions progressives.

À la recherche du temps présent

Ainsi, les démolitions catégoriques et confortables de constructions, qui se sont souvent opérées avec des arguments curieux et/ou obscurs, ne sont point légitimes. L'ingéniosité de la réaffectation et de la transformation de substances bâties et d'énergies grises existantes demandera forcément une ouverture d'esprit, mais sauvegardera autant des patrimoines implicites qu'elle produira des cadres de vies qualitatifs, appropriés, et peut-être insolites.

Les déserts monofonctionnels qui pourrissent inutilisés les deux tiers du temps dans nos paysages construits seront infusés avec des programmes et fonctions complémentaires. L'intensification urbaine, passant par une mixité et condensation d'usages et d'expériences produira des quartiers là où sont aujourd'hui des Zones. L'hybridation des fonctions permettra des mutualisations et ainsi des optimisations hédonistes, achevant enfin la médiocrité de la reproduction perpétuelle du standard minimal.

La Zone est désormais synonyme de friche : les mers d'asphalte y hébergeront des constructions expérimentales et ambitieuses, construites en matériaux régionaux.

Le gabarit maximal y est anéanti, la hauteur de corniche abolie.

Sur les champs, pâturages et tiers paysages que les plans s'aménagements généraux ont définis comme constructibles, les droits de développement seront transférés vers des parcelles déjà viabilisées, artificialisées et/ou construites et intensifiables. Nos équipements publics y viseront des structures réversibles aux emprises au sol minimales, au prix de définir des typologies nouvelles aux dimensions inhabituelles.

Face aux urgences contemporaines, l'architecture est en mutation. Futiles sont les débats de style et les discours de mise en forme tant prisés et véhiculés par notre société du spectacle. L'ère du paraître qui a suivi l'époque de l'avoir devra être collectivement surpassée afin préserver l'être.

La question est dorénavant d'appréhender des défis à diverses échelles spatiales et temporelles, d'identifier des capacités du territoire et d'orchestrer des rponses hautement spécialisées et techniques dans un narratif holistique d'un cadre de vie résilient. Oser imaginer, oser agir.

Si nous pouvions jusqu'aujourd'hui réduire la pratique à comment construire, le quand et où primeront davantage afin de capabiliser notre territoire, ou tout simplement : le garder viable. ●

Philippe Nathan est architecte et fondateur de 2001 qu'il dirige, ainsi qu'un atelier de recherche à la TU Kaiserslautern, avec Sergio Carvalho. 2001 est un bureau de ± douze architectes investiguant et développant territoires, bâtiments, espaces et stratégies.

¹ Théorie de l'effondrement global et systémique de la civilisation industrielle, considéré comme inéluctable à plus ou moins brève échéance, et des alternatives qui pourraient lui succéder. On dit aussi d'« effondrisme ». (*Larousse*)

² Robert Lion est président d'Agrisud International, membre du Conseil national du développement durable. *Le Monde* « Faire mieux avec moins », 6 juillet 2006.

³ Oui, c'est inspiré de Nietzsche *La Naissance de la tragédie à partir de l'esprit de la musique* (*Die Geburt der Tragödie aus dem Geiste der Musik*) Friedrich Nietzsche, 1872

⁴ Ritchie, 2020

⁵ Régime carnivore : ±3,3tCO₂e/p ; régime végétan : ±1,2tCO₂e/p (ERS/USDA)

⁶ Régime omnivore : ±15 140 litres/an ; régime végétan : ±1 135 litres/an, John Robbins, *Diet for a New America*

⁷ Bernard Stiegler, *Les Territoires apprenants contributefs*, 2019

⁸ Blanca Bernal, Lara T. Murray & Timothy R. H. Pearson: *Global carbon dioxide removal rates from forest landscape restoration activities*, 2018



Un lieu de partage

Le salon musical, un lieu, un chez-soi qui réunit des convives autour de la musique pour le plaisir de partage, est apparu au 19^e siècle, bien après les premiers salons littéraires du 16^e qui réunissaient les femmes autour de la lecture, dans leurs espaces privés, les lieux académiques leur étant interdits à l'époque. Le directeur artistique Claude Weber, le scénographe Christian Aschman, en présence de la compositrice en résidence Catherine Kontz, donnent vie à une idée similaire avec le *Salon de Helen Buchholtz* qui se tient dès le 22 septembre et durant trois mois. Le Bridderhaus eschois se transforme en cet espace de partage autour de l'œuvre de l'une des premières compositrices luxembourgeoises, ayant vécu entre 1877 et 1953, qui a laissé une œuvre d'environ 140 compositions, découverte récemment (photo : Helen Buchholtz en 1905 par Charles Bernhoeft). Le scénographe a ainsi créé « Un lieu de vie avec une âme où elle aurait sûrement

eu envie de s'installer ». On y expose des objets d'art et des photographies de la collection de la Ville d'Esch-sur-Alzette, rarement offerts à la vue du public. Un vaste programme de concerts, conférences et ateliers donnera vie au Salon, comme si la maîtresse des lieux nous y recevait. La musicologue Danielle Roster présentera la vie et l'œuvre de la compositrice lors d'une conférence le 6 octobre ; et le directeur de Bridderhaus et Konschthal, Christian Mosar donnera une conférence sur l'art de son époque le 22 décembre, en clôture des festivités. Mais le fil rouge – ou plutôt noir et blanc comme les notes de ses partitions restaurées – c'est la musique, la sienne et celle des autres qui l'ont inspirée et vice versa. Les concerts de musique de chambre d'auteurs luxembourgeois, les *Liederabende*, les récitals du répertoire européen incluant la musique de Buchholtz ou le concert de piano consacré aux femmes compositrices, entre autres, feront revivre sa musique ou son époque. Un héritage que l'on tient à préserver, en l'offrant à la jeunesse curieuse lors des ateliers de découverte, dans le cadre scolaire. Également des *master classes* de chant, notamment de *Lied* et mélodies, données par les artistes lyriques venant de quatre coins d'Europe. La capitale européenne de la culture rend hommage à la compositrice de sa ville, à la femme artiste de son pays, en ouvrant son Salon bien au-delà de frontières. Les détails du programme sur *lesalondehelenbuchholtz.lu*. ^{ai}

Art comme expérimentation

La plasticienne Susan Noesen avait été choisie par le Fonds culturel national pour la résidence d'artiste à la Fonderie Darling à Montréal en 2020. La résidence, accordée pour la cinquième fois, doit permettre aux artistes de se consacrer à la recherche et l'expérimentation. Ce n'est finalement que le 1^{er} septembre que l'artiste a pris possession des lieux dans le Vieux-Montréal. Elle y restera jusqu'au 30 novembre. Durant sa résidence, elle explorera dans le nouveau volet de *Towards a Simple Talk in Utopia* les enjeux du pouvoir, les capacités individuelles de s'en saisir ainsi que les échanges requis en vue d'établissement d'un certain équilibre. Dans l'esprit de ses œuvres précédentes, tel le court-métrage *Livre d'heures*, elle poursuit ses analyses sociales et ses questions philosophiques qu'elle croise avec les formes artistiques diversifiées et une prédilection pour l'art performatif. ^{ai}

Politische Fachbibliotheken

Zwei gesellschaftspolitische Bibliotheken feiern am 24. September Geburtstag: Das CID Fraen & Gender wird 30 und das CITIM 40 (Centre

d'Information Tiers Monde). Aber die Frauenbewegung ist älter als die Gründung des Dokumentationszentrums CID es vermuten lässt. Ab den 1970-er Jahren organisierte der *Mouvement de Libération des Femmes* Protestaktionen für die freie Kontenverfügung der Frauen, Reformen im Eherecht und Abtreibungsrechte. Unter ihnen waren viele Juristinnen und Lehrerinnen wie Colette Kütten, die zugleich das Weiterbildungs- und Lektürezentrum CID-Fraen an Gender mitaufbaute. 1992 richtete das CID seine Bibliothek ein, es fungiert bis heute als Kompetenzzentrum und Treffpunkt rund um Feminismus und Gender. „Über die Jahre professionalisierte sich das Zentrum und wir sind zunehmend mit den Nachbarländern vernetzt“, erläutert die Bibliothekarin Kathrin Eckhart. So kooperiert das Zentrum mittlerweile mit der Universität Luxemburg, an der Forschende Archive über die hiesige Frauenbewegung durchwühlen und die Arbeit von bisher eher übersehenen Kulturschaffenden wie den Komponistinnen Helen Buchholtz und Lou Koster dokumentieren. Eine weitere Forschung betrifft die Genderrepräsentation in Schulbüchern. Überhaupt haben sich die gesellschaftspolitischen Themen, mit denen sich das CID befasst, in den letzten Jahren gewandelt: Während zu Beginn vor allem Frauenrechte im Fokus standen, wird heute vermehrt über Geschlechtsidentität, strukturelle Gewalt und Care Arbeit debattiert. Auch im Internet ist das CID präsent: Über Instagram erreicht es

eine junge Followerschaft und dem Jahresbericht ist zu entnehmen, dass die 21-30-Jährigen mit 216 Nutzer/innen die größte Gruppe der Eingeschriebenen bildet. Mehr als 31 000 Titel (Bücher, Zeitschriften, DVDs, Lehrmaterial, Partituren) sind im CID ausleihbar; im CITIM sind es 10 600. Wie das auf Genderthemen spezialisierte Dokumentationszentrum hat sich das CITIM ebenfalls auf einen bestimmten Fokus ausgerichtet: Seit 1982 will es ein Fenster auf eine international solidarische Welt sein. Das Zentrum ist eine Einrichtung der NGO ASTM (Action Solidarité Tiers Monde) und organisiert in seinen Räumlichkeiten mit Partnerorganisationen regelmäßig Konferenzen über den globalen Ressourcen-Handel. Das Programm der Geburtstagsfeierlichkeiten findet man online. sm

ARCHITECTURE

Question de taille

Sur le campus de l'Université à Belval, en face de la Maison du Savoir, le projet architectural collaboratif *Petite Maison* sera



inauguré ce vendredi (photo : Eric Chenal). Plutôt qu'une construction, cette contribution de l'Université du Luxembourg à l'année culturelle Esch2022, se positionne comme une performance à l'échelle 1:1. Le site est ouvert au public pendant neuf mois divisés en trois phases : Construction, Exposition (nous y sommes) et Déconstruction. Cette sculpture éphémère se veut un lieu d'accueil et de rencontre sur l'art de la résilience et de la circularité au sens large. Le projet mené par l'architecte et professeure invitée Carole Schmit, en collaboration avec Dragos Ghioca, architecte chargé de recherche au Master en architecture et Christoph Odenbreit (Faculté des Sciences, des Technologies et de Médecine), est un manifeste. Cette *Petite Maison* (le nom vient d'une construction de Le Corbusier) a été créée suivant une logique circulaire en choisissant des éléments spécifiques avant son implantation. Tous les matériaux sont de récupération, de seconde main ou recyclés ou des matières premières renouvelables. Bien qu'il n'existe pas de marché de produits et de matériaux de construction de seconde main dans la région du Luxembourg, à l'heure actuelle. « Ce vide est bien le signe d'un manque de préoccupation véritable du pays pour régler la question de l'accès aux ressources », expliquent les concepteurs. La thématique des ressources est primordiale dans la conception de cette œuvre pour répondre à la question du changement indispensable de modes de vie et de construction. Le site de Belval, avec son brassage

d'étudiants internationaux et son histoire sédimentée au fil des décennies, ajoute une dimension en créant le lien entre les territoires et les époques traversées. *Petite Maison* promeut une architecture au caractère flexible, la circularité comme mode de conception. Des visites guidées sont proposées à certaines dates. *petitemaison.lu*. ^{fc}

B O U R S E

Dix pour cent

L'encadrement professionnel des musiciens est encore un domaine balbutiant au Luxembourg. Les agents qui travaillent dans l'ombre pour le développement de carrière des artistes sont quasiment absents de la scène. Stephanie Baustert et Elvis Duarte sont les premiers bénéficiaires de l'Artist Management Programme lancé par Kultur:LX pour soutenir les managers d'artistes. Ils pourront approfondir leur réseau professionnel, leurs compétences, leur savoir-faire. Cette bourse de 10 000 euros annuels comprend également un programme de mentoring avec des professionnels internationaux. Elvis Duarte est un des deux fondateurs de Beast Records en 2014. Dans son écurie, on compte les très en vue Chaild, Edsun et Nosi. Stephanie Baustert travaille actuellement avec les musiciens luxembourgeois Michel Meis (batterie) et Gilles Grethen (guitare), ainsi qu'avec le pianiste Max Petersen, basé en Suisse. On lira son portrait dans le *Land* la semaine prochaine. ^{fc}

14

Land

16.09.2022

2022 minutes de cartographie

Ce week-end à la Kulturfabrik, dans le cadre d'Esch2022, 33,7 *Two-Days Festival of New Music by Lucilin* propose un pari de taille : cartographier en musique la variété de la population du sud du pays et de la région française voisine. À travers les compositions commandées ou existantes se dessineront les latitudes et les longitudes, moins géographiques qu'humaines et culturelles de ce paysage (photo : Sven Becker).Le festival de deux jours ouvre large les portes aux amateurs de musique contemporaine, caractérisée par une créativité libre, à la pointe de son temps. Le festival aligne des chiffres impressionnants : 33 projets, dix salles, trente musiciens live, vingt artistes en coulisses ou projets vidéos et seize premières mondiales. Tout cela pour proposer un marathon de 2022 minutes, soit 33,7 heures de musique. On dit que le chiffre tue le chiffre, alors autant de se tourner vers la diversité et l'esprit de ce festival insolite. Les organisateurs font le choix de la richesse de nationalités, genres et générations pour représenter de manière proportionnelle la population de la région, envisagée comme une communauté liée à la capitale culturelle. Ils misent sur la variété des formats : des concerts, des improvisations, des sessions d'écoute, un ciné-concert, des installations multimédia et un bal. Quant à

l'esprit du festival, c'est avant tout la liberté de superposer des compositions de tous bords, plus d'une centaine d'œuvres par 62 compositeurs. Le concert *String Premières* pour trio ou quatuor à cordes, commandé aux trois jeunes compositrices Giulia Lorusso (Italie), Sonja Mutic (Serbie et Croatie) et Tatsiana Zelianko (Luxembourg), sera donné en ouverture du festival ce samedi matin. Dans la soirée, on entendra la légendaire *Leçon de Professor Bad Trip* de Fausto Romitelli, suivie de la création d'une suite inédite composée par Gast Waltzing et d'un set solo de Francesco Tristano. En poursuivant dans la soirée, à 00:30 on diffusera en écoute immersive *Ile Re-Sonante*, l'ultime pièce de Éliane Radigue (pionnière française de l'électronique). Quelques projets exclusifs de Lucilin, notamment un théâtre concert *Linos gris* de François Sarhan (FR) et l'opéra *The Dark d'Albena Petrovic*, seront également présentés plusieurs fois durant le week-end. Et le marathon sonore continuera sur les ondes de la radio 100,7 entre 3 et 7h du matin, dimanche. Plusieurs installations inviteront les festivaliers à expérimenter le son et la lumière dans *All limits* d'Igor C Siva ; la musique et la typographie animée dans *CTRL Variations*, une vidéo conçue par Pascal Schumacher. Et encore : Prendre corps au milieu d'objets vibrants et sonores d'Elsa Biston ou créer ses propres sons par le mouvement dans l'installation de Roby Steinmetzer. À la ligne d'arrivée de ce parcours musical d'envergure : le concert de Francesco Tristano, 33,7 *minutes* un remix des 33,7 heures du festival. Comme un dernier écho. ^{ai}

Tablo



DANSE

L'espace entre deux respirations

Codefroy Gordet



Rêver de raz-de-marée, d'eau débordante de son lit, de sa trajectoire imposée, jusqu'à inonder une maison, expriment le fait d'être submergé par ses émotions, et de ne pas parvenir à les gérer. Alors, quand on connaît la grande sensibilité du danseur et chorégraphe Isaiah Wilson, on ne peut que se ravir de sa passion à retranscrire ses rêves en œuvre dansée. *Submerge*, sa dernière vidéodanse, est issue d'un rêve de son enfance. Wilson y donne à voir une pièce chorégraphique intense et suffocante, qu'il sous-titre *The space between two breaths*, comme pour ajouter à l'angoisse autant qu'à la virtuosité qu'induit une danse sous-marine. Seul au milieu d'un salon construit sous l'eau, à quatre mètres de profondeur, Isaiah Wilson se raconte lui-même, offrant une parcelle de sa personnalité d'artiste mais aussi d'homme. Car *Submerge* se vit et se voit comme un songe, une hallucination presque. Il y distille un discours intime, livre sa vulnérabilité et interroge notre condition humaine, « dans ce qu'elle a de plus viscérale et puissante ».

Jeune chorégraphe émergent sur la scène luxembourgeoise, Isaiah Wilson est un artiste pluridisciplinaire qui n'a cesse de convoquer divers médias, de la danse contemporaine à la musique électronique, en passant par la vidéo. Une fusion des disciplines qui lui offre un cadre parfait pour décliner ses mondes intérieurs qu'il partage avec les publics sous forme d'expériences immersives. Insatiable d'invention et d'expérimentations pour la formulation de concepts nouveaux, le danseur jongle entres les formats, repousse les conventions du genre, et alterne entre mises en représentation in situ, hors les murs et numérique.

Avec *Submerge*, il dépasse largement le cadre de travail assez bricolé qu'il avait coutume d'appliquer dans ses précédents projets, même si à bon escient. D'abord, les soutiens et partenaires alignés derrière lui sont nombreux, que ce soit des aides à la création, l'apprentissage de la plongée sous-marine ou la participation à la logistique créative du projet. Ensuite, le processus de création de cette pièce lui aura pris des années. Il aura fallu mettre en œuvre ce rêve, littéralement enfoui dans son inconscient. Et pour ce faire, Isaiah voulait se tourner vers le cinéma, pour un film d'environ dix minutes entièrement tourné sous l'eau pour se connecter à cet élément naturel et y connecter le spectateur. « La façon dont nous interagissons avec l'eau est devenue moins aventureuse. Nous allons à la plage juste pour mettre les pieds dans l'eau et prendre de belles photos. Il est devenu rare de trouver des gens qui interagissent réellement avec l'eau, en nageant ou en jouant par exemple. L'eau est devenue une coulisse, qui nous est complètement étrangère ». Ainsi, dans cette magnifique dynamique et avec un certain confort de création, les 21 et 22 juillet

La dualité entre liberté et restriction qu'impose l'eau, donne une carrure à cet objet filmique

let derniers, Wilson s'est immergé dans le grand bassin de la piscine René Hartmann de Dudelange, pour « danser sous les eaux ».

Tout part donc d'un rêve d'enfance, réalisé il y a quinze ans. Wilson est alors très jeune. À son réveil, il se souvient d'avoir vu sa maison sous l'eau. Il y a deux ans, cette même maison familiale est vendue. Resurgit alors ce rêve, ou des reliquats de ce rêve qui s'est déformé avec le temps, comme beaucoup de nos souvenirs. « Quand la maison où j'ai grandi a été vendue, au fond de moi beaucoup de souvenirs de ma jeunesse ont ressurgi ». Alors, il pense *Submerge* comme une manifestation de ces souvenirs, et par là, se livre à cœur ouvert : « Ce projet montre beaucoup de moi, de ma vulnérabilité dans ce que je fais, ce que je suis... ». *Submerge* profite de montrer le surréel, « je suis dans une sorte de chambre, où différents éléments de décoration rappellent mon enfance sans que les choses ne soient situées dans une temporalité existante. Sous l'eau, je danse entre deux dimensions, le réel et l'irréel ».

Wilson exorcise ainsi son rêve, vécu dans une période où la peur du dehors l'envahissait. « C'était un moment où la réalité était distordue. J'avais du mal à m'adapter à l'extérieur. Cette pièce rappelle cela, et parlera aux personnes qui ont du mal à se retrouver dans ce

monde, qui se sentent submergées ». Œuvre très personnelle pour le chorégraphe, cette nouvelle création fait appel à des sentiments que l'on tente d'engloutir. C'est là que se cache le second niveau de lecture de *Submerge*, qui, comme le revendique son créateur « est une métaphore d'un monde intérieur », un monde où parfois rien ne va, « où l'on est en état de survie. J'ai connu ça. Je fais cette pièce pour que ceux qui ressentent ça se disent que si j'y suis arrivé, tout le monde peut y arriver ».

Submerge est ce genre de projet posé sur le papier comme un véritable challenge, comprenant des défis techniques comme artistiques. « On a commencé un peu à l'aveugle. À l'origine, on n'avait aucune idée de comment réaliser ce projet. Et grâce à toutes les personnes impliquées, *Submerge* a pu exister. Jamais je n'aurais cru que ce serait possible », explique Wilson. Exempt de toutes références, c'est sur lui-même qu'il a expérimenté et trouvé « sa méthode » pour créer *Submerge*, « je n'ai pas étudié de manière de faire. Je suis vraiment partie de zéro pour trouver mes mouvements, mon processus. ». Laisant libre cours à son imagination, essayant de s'empêcher toute influence extérieure, Wilson, veut s'inscrire lui et son travail artistique dans la sincérité, et ça se ressent.

Parce qu'il cumule abnégation expérimentale, prouesses techniques et une vision philosophique diablement complexe, ce dernier né d'Isaiah Wilson pourrait passer pour une folie créatrice seulement compréhensible des seuls aficionados, et pourtant... Fondée sur une narration intérieure contée au rythme d'un corps en lévitation aquatique, les bribes qu'on a vu convainquent vite par leur magie. C'est sûrement cette dualité entre liberté et restriction qu'impose l'eau, qui aura donné une telle carrure à l'objet filmique actuellement en post-production. « C'est une approche plus expérimentale. Je dois être très concentré. Je dois rester très calme et tenter d'être le plus précis possible. Néanmoins, quand j'étais sous l'eau, j'ai ressenti quelque chose d'indéfinissable, un sentiment qui fait penser que tout est possible ».

Submerge se décline ainsi sous forme d'une vidéo qui sera diffusée à l'aube de l'année à venir et sous forme d'installation artistique, accompagnée d'une ambiance sonore en trois dimensions. Pour l'heure Wilson ne peut pas donner de lieu, ni de date, il explique que l'Operschmelz, coproducteur du projet, devrait faire en sorte de montrer au public cette pièce qui marquera le parcours du jeune chorégraphe. « On ne sait pas encore quel sera l'espace dédié, on y réfléchit encore. Ce qui est sûr c'est qu'on produit autant qu'on crée, et c'est fantastique ». ●

À LA PHILHARMONIE

« Abondance de biens... »

Status quo ante. En quelques mois seulement, au terme de deux années d'annulations, de reports ou de jauges limitées, maintenant que la pandémie n'est plus, semble-t-il, qu'un mauvais souvenir, le complexe prestigieux de la Place de l'Europe a, pour le plus grand bonheur de tous les musiciens et mélomanes, retrouvé toute sa superbe, à la faveur d'une programmation des plus prometteuses, alternant judicieusement prestations des acteurs locaux (OPL, SEL, OCL, ULL...), festivals thématiques (*Atlântico*, *Rainy Days*) et invitations régulières de grands solistes et de grandes formations dirigées par de grands chefs.

On pourra ainsi applaudir, dans le cadre de la saison musicale 2022/2023, le « Grand d'Espagne », Gustavo Gimeno, qui entame sa huitième saison à la tête de l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg, et qui, à côté de pages symphoniques incontournables signées Rimski-Korsakov, Richard Strauss, Tchaïkovski et Mahler (dont il s'est « toujours senti très proche » et dont il donnera, le 27 octobre, l'énorme *Sixième*), inclura dans ce répertoire mainstream les œuvres de compositeurs du vingtième siècle parmi les moins souvent joués, tels que Lutoslawski, Szymanowski et Dutilleul.

« Comme avant, mieux qu'avant ! » : telle est l'exigeante devise sous laquelle les responsables des Solistes Européens, Luxembourg entendent placer la saison nouvelle. Il faut dire que leur patron, Christoph König, n'a pas son pareil pour sortir des sentiers battus, en mariant valeurs sûres et talents prometteurs, pages célèberrimes (la *Cinquième* de Beethoven) et opus rarissimes voire inconnus (comme telle pièce du Chinois Zhou Long) ou carrément inédits (comme la première mondiale du *Concerto pour piano* du jeune créateur de chez nous, Ivan Boumans).

Avec l'imaginative et fougueuse Corinna Niemeyer à sa tête, la programmation de l'Orchestre de Chambre du Luxembourg se conjugue au féminin. La preuve avec l'affiche du 18 septembre, où le nom de Louise Farrenc côtoie ceux de Rebel, Respighi et Rautavaara. De la musique chambriste comme on l'aime, et pour tous les goûts, et - qui plus est - interprétée par des musiciens de renom : voilà ce qui attend les amateurs du genre, dans le cadre si inspirant de la splendide salle de musique de chambre. Des noms ? Les Quatuors Emerson, Ébène, Jérusalem, Casals et Kreisler... entre autres formations plus intimes.

Attention à ne pas résumer la nouvelle saison de piano à la venue annoncée et forcément très attendue de la légendaire Martha Argerich dans le chef-d'œuvre *Concerto en sol* de Ravel (4 février). La Philharmonie sera, en effet, le luxueux écrin de nombreux concerts et récitals, où « nos » Tristano, Muller et Krier auront l'occasion de croiser les monstres sacrés que sont Sokolov, Trifonov, Sir Schiff (artiste en résidence), Zimmerman, Lang Lang, Wang, Buchbinder, Aimard, Pires, Uchida, Grimaud, pour ne citer que les plus en vue d'entre eux, leurs cadets (Grosvenor, Perianes, les frères Jussen) ainsi que les nouveaux visages des *rising stars* Elisabeth Brauß, Jonathan Fournel et Jan Lisiecki.

Quant aux aficionados de l'instrument roi, ils seront gâtés avec les prestations des violonistes hors norme que sont les Frank Peter Zimmermann, Mutter, Fischer, Jansen, Capuçon, Bell, Kavakos et autres Kremer. Côté « grands » chefs, solistes et orchestres, le mélomane aura, une fois de plus, l'embarras du choix, entre Christian Thielemann et la Sächsische Staatskapelle, le London Symphony sous Sir Simon Raatle, le Budapest Festival Orchestre avec Iván Fischer, Les Arts

Florissants de William Christie, Sir John Eliot Gardiner et le Royal Concertgebouw Orchestra, Herbert Blomstedt et le Chamber Orchestra of Europe, Philippe Herreweghe et l'Orchestre des Champs Élysées, l'Academy of St Martin in the Fields sous Joshua Bell, le Tonhalle Orchester Zürich sous Paavo Järvi, le Filarmonica della Scala avec Riccardo Chailly, le San Francisco Symphony dirigé par Esa-Pekka Salonen ou Le Concert des Nations de Jordi Savall. Ouf ! Qui dit mieux ? Que demander de plus ?

Exigence, diversité, prestige : les mélomanes seront servis toute l'année

Côté « lyrique », les amoureux des grandes voix sont servis, c'est le moins que l'on puisse dire. Le 30 novembre, épaulée par Les Musiciens du Prince-Monaco, l'éblouissante impératrice du chant, Cecilia Bartoli, sera la vedette de *La Clémence de Titus*, en version concert, tandis que la soprano Patricia Petibon chantera *La Voix humaine* en version pour voix et piano. Quant au ténor et touche-à-tout Rolando Villazon, il emmènera le public dans l'immense univers de l'opéra, en alternant chant et paroles. Comme si cela ne suffisait pas, s'y ajoutent une version concert de *Siegfried*, fièrement défendue par l'un des meilleurs chefs et ensembles actuels, ainsi qu'une mise en scène de *Tristan und Isolde*, avec l'OPL, flanqué d'une brochette de solistes vocaux triés sur le volet. Sans parler de la collaboration que la Philharmonie noue, depuis des années, avec le Grand Théâtre de la capitale. De plus, est-il besoin de rappeler que l'esprit de l'opéra régne aussi sur bon nombre d'affiches symphoniques ?



Parmi les temps forts de la rentrée : Sir Simon Rattle

On the road again ! Bloqué par deux années de crise sanitaire, l'OPL peut enfin reprendre son bâton de pèlerin pour diffuser la bonne parole symphonique dans toute la grande région (au Cape d'Ettelbruck, à L'Arche de Villerupt) et bien au-delà (à la Liederhalle de Stuttgart, à La Comète de Châlons-en-Champagne, au Konzerthaus de Vienne, au Mûpa de Budapest, au Victoria Hall de Genève), avec, pour la première fois, une tournée d'une semaine en Corée du Sud.

Enfin, poursuivant fidèlement, depuis 2003, son étroite et intense collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale, le navire amiral de la vie musicale grand-ducale fera régulièrement escale dans les établissements scolaires du pays pour y propager la connaissance et l'amour d'Euterpe, et ce, à la faveur de formats d'écoute et de participation soigneusement élaborés, qu'ils eussent été éprouvés en ayant fait leurs preuves par le passé, ou que, à la suite de la pandémie, ils eussent été repensés, quand ils ne sont pas proprement inédits. ● José Voss

EXPOSITION

La couleur surpasse le tableau

L'espace de la Moderne Galerie du Saarlandmuseum spécialement aménagé pour accueillir les nouveaux formats de l'art contemporain et des œuvres immersives, invitait Katharina Grosse à investir ses cimaises. L'artiste allemande est née à Fribourg-en-Brigau en 1961. Elle vit et travaille à Berlin et en Nouvelle-Zélande. Depuis la fin des années 1990, elle réinvente le support pictural en investissant directement l'architecture des institutions qui l'accueillent. Plus récemment elle a élargi son champ d'expression en peignant sur des draps tendus ou en imprimant des photographies sur tissus dans une fascinante mise en abîme de sa pratique.

Une impression persistante de voiles dansant, des voiles que la couleur attache et désagrège tout autant respire de l'espace monumental de la Moderne Galerie où les tableaux de Katharina Grosse se découvrent, progressivement, au spectateur. Le support n'est pas celui du châssis traditionnel, l'artiste allemande s'attache à le dépasser. Les formats ne sont pas tout à fait identiques même si les œuvres, assez grandes, permettent au regardeur de rentrer dans le tableau à l'instar de ceux de Joan Mitchell. Pourtant l'impression qui naît est très différente : Grosse s'échappe, par la couleur, d'un expressionnisme abstrait pollockien. Là où Mitchell s'empare de la couleur sur la toile, la couleur échappe chez Grosse. Elle est au-dedans et au dehors de la toile. Elle est à l'intérieur pour les œuvres immersives, dans lesquelles les spectateurs peuvent rentrer. Ainsi Katharina Grosse a-t-elle transformé la salle historique du Hamburger Bahnhof – Museum für Gegenwart à Berlin, une ancienne gare réaffectée en musée d'art contemporain, ainsi que l'espace extérieur derrière le bâtiment en une vaste peinture qui déstabilise radicalement l'ordre existant de l'architecture du musée.



Vue de l'exposition

Dans l'exposition Katharina Grosse *Wolke in Form eines Schwertes*, au travers de la couleur et de ses différents supports, la forme s'arrime aussi au tableau tout autant qu'elle peut dériver. Elle s'arrime à l'image de ces branches d'arbres dépassant du tableau : dialectique de l'intérieur et de l'extérieur. Puis elle dérive, à l'image de ces carcasses de bateaux échouées que l'on aperçoit dans les cimetières marins. La forme dérivant interagit avec l'espace, celui que l'artiste, par la couleur, transforme. Katharina Grosse investit aussi bien le cadre plus institutionnel d'un musée que celui du programme *Mural Arts Philadelphia* (2014), réfléchissant à la forme, toujours. L'artiste a également signé les œuvres Rockaway pour le programme éponyme du MoMA PS1 à Fort-Tilden aux États-Unis en 2016 et a signé *Mural: Jackson Pollock I* au Museum of Fine Arts de Boston. Le musée propose également une belle redécouverte des travaux d'une autre artiste allemande : Monika Von Boch.

De ses photographies noir et blanc de la grève et de la mer transparaissent une indéniable poésie. La mer s'y étire et s'y retire, se repose avant de gonfler à nouveau son écume dormante. L'exposition *Elemente* offre une belle mise en perspective des travaux de l'artiste, à redécouvrir, avec les travaux de Max Beckmann, Joachim Lischke, Otto Steinert et Hans-Christian Schink. Entre grève désertée et attention à la lumière du jour traversante, les photographies de ce dernier produisent une indéniable poésie surréaliste. Un surréel qui résume bien ces expositions où, de la couleur surpassant le tableau, une grève incandescente avance. ● Florence Lhote

DANS LES COULISSES DE LA MUSIQUE (8)

L'art de la patience

Romuald Collard



Bosser quand les autres font la fête, c'est le quotidien de Boris Schiertz

Il sort de cinq semaines de congé ; un break « salvateur » pour cet homme de l'ombre sans qui, il faut bien le dire, les concerts de la Kulturfabrik ne sonneraient certainement pas aussi bien. Rencontre avec Boris Schiertz qui nous explique pourquoi travailler dans ce secteur n'est finalement pas aussi facile qu'on peut l'imaginer.

Il nous reçoit chez lui, dans un chouette appartement, magnifiquement décoré et où traînent, bien évidemment, quelques guitares et vinyles. Les yeux fatigués (il rentre d'un mariage), il se sert un espresso bien serré et nous raconte. « Petit, je me serais bien vu astronaute... ou menuisier. Mais finalement, c'est la musique qui a gagné. Dans un premier temps, c'était le théâtre grâce à mon père qui était metteur en scène. » Il se souvient avoir débuté très tôt, pour donner un coup de main pour faire la poursuite, c'est-à-dire éclairer et suivre un artiste

avec un spot généralement placé en hauteur au fond de la salle. Après ça, la musique est arrivée dans ma vie avec les premières répétitions à la Kufa. « Un jour, Gilles, notre guitariste qui y travaillait, m'a demandé si je ne serais pas intéressé de bosser là... et voilà ! Mais en fait, jamais je ne m'étais dit qu'un jour, je serais technicien. »

Le jeune Boris apprend donc sur le tas, mais comprend très vite que la principale qualité pour faire ce job, c'est la patience. « La patience, la patience et encore la patience, oui. Et puis être attentif et savoir anticiper. Il faut aussi pouvoir comprendre la vision de l'artiste et, entre ce qui est réalisable et ce qui ne l'est pas, trouver le bon équilibre. Et, bien sûr, ne pas avoir peur de travailler. C'est bête à dire mais ce n'est pas un job pour les fainéants. » Un boulot très prenant comme celui-là, est-il compatible avec une vie de famille ? Il n'hésite pas : « Oui... à

condition d'avoir un ou une partenaire consciente de ce que ce boulot implique comme sacrifices. Tu bosses quasiment toujours en soirée et, les week-ends. Quand les autres font la fête ou sont en famille, toi, t'es au boulot. Et quand tu bosses les vendredis soir, les samedis soirs, que tu enchaînes avec un festival, que tu bosses la moitié de la nuit, que tu fais trois concerts d'affilée, que tu y ajoutes le stress, la fatigue et le bruit... Oui, certaines fois, j'ai juste envie d'envoyer tout balader. » Avec son diplôme en génie civil, Boris pourrait sans doute avoir un métier moins stressant et mieux payé. « Et, contrairement à ce que les gens pensent parfois, faire de la musique – et vivre de la musique – est quelque chose de vraiment pas facile, pas non plus très « sûr » comme la crise du Covid-19 l'a prouvé. » Il constate qu'aujourd'hui, après les mois de privation, l'après Covid, ce n'est plus qu'une grande fête ! « J'habite en ville et, cet été, il y avait parfois jusqu'à six ou sept événements par soir ! C'était la fête partout. Cet été, j'ai presque eu envie de partir loin, un peu comme les gens qui habitent Avignon et qui partent le temps du festival. »

Tir à l'arc, curling... et Ice-T

Et pourtant, il faut y aller pour le perturber, Boris. Un calme olympien et toujours le sourire en coin, il avoue néanmoins manquer de temps. Et quand il en trouve, c'est encore la musique qui réapparaît. « Oui, mon temps libre, finalement, je le donne encore à la musique, soit avec mon groupe (il joue dans Kitshickers) mais aussi avec un nouveau projet métal que je viens de mettre sur pied et que je fais seul, chez moi. » S'il avait plus de temps, il aurait bien aimé faire du tir à l'arc et il avoue passer un moment à regarder le snooker et le curling. Il retrace : « J'ai été gravement malade il y a quelques années et je suis resté pendant trois mois à l'hôpital. C'était l'époque des Jeux Olympiques d'hiver et j'ai suivi le curling des qualifications jusqu'à la finale. Ça passait tôt le matin car, en fait, ça n'intéresse pas grand monde mais moi, j'ai tout regardé. »

On se dit aussi qu'avec autant de concerts sous le coude, des anecdotes et des situations étranges, il a dû en voir un paquet ! Il se souvient : « Il m'est arrivé souvent de me dire que je n'avais jamais vu ou vécu telle ou telle situation. Par exemple lors de la venue du groupe Body Count (le groupe d'Ice-T) à la Kufa. C'était le stress car le groupe jouait l'après-midi au Graspop en Belgique et venait ensuite directement à Esch. Il y avait donc du retard dans l'organisation. À un moment, je vois Ice-T assis sur mon flight-case. Et je dis à mon collègue que je vais aller le taquiner un peu. Et lui me dit : « Fais gaffe, c'est Ice-T, il est capable de te mettre un 9 mm sur la tempe ! ». Finalement, j'y suis quand même allé : « Mec, t'es assis sur mon flight-case et t'as pas le droit » Il m'a regardé, s'est levé et il s'est excusé. Je lui ai alors dit que c'était une blague et on a bien rigolé. » ●

Playlist

Premier disque acheté ou reçu ?
Reçus, il y en a deux : d'abord, le premier album des Beastie Boys, *Licence to ill* en 1986 et le *Live in Dortmund* des Toten Hosen. Premier album acheté, c'était le *Use your illusion 1* des Guns 'N Roses... et un disque de Bryan Adams dont j'ai oublié le nom.

La chanson qui te rappelle ton enfance ?
Pinball Wizard des Who mais, en fait, c'est tout l'album *Tommy* que je retiens et qui me rappelle mon enfance.

La chanson qui te fait pleurer ?
Beaucoup de choses arrivent à mémoriser, oui mais je n'ai pas vraiment un titre particulier à te donner...

La chanson qui te donne la pêche ?
Call me the breeze de Lynyrd Skynyrd mais la version de JJ Cale. Tu démarres ta voiture, tu entends ce morceau et t'es prêt à affronter tout ce qui va te tomber dessus dans la journée.

La chanson que tu ne peux plus entendre ?
Layla de Derek and the Dominos (avec Eric Clapton) mais c'est parce que le morceau a été utilisé dans les années 80/90 par une marque de voiture sur les chaînes allemandes. Et j'ajoute *Wonderwall* de Oasis que je ne peux plus entendre. Parfois, le fils de ma femme le met uniquement pour m'embêter... et ça marche !

La chanson que tu écoutes en cachette ?
La B.O. du jeu *Cyberpunk* et principalement un titre Hip Hop que je trouve excellent alors qu'on ne m' imagine peut-être pas forcément apprécier ce genre de musique. Mais il ne faut jamais avoir honte de ça...

Rigueur de rayures rutilantes

Lucien Kayser

Cela s’appelle *Ah ! les belles Italiennes*, quand Daniel Buren puise dans les nuanciers des Ferrari, Maserati, etc...

Après les Luxembourgeois, aux touristes, depuis de longues années maintenant, de découvrir maints paysages de la vieille ville ou des faubourgs à travers des cadres faits de rayures et évidés en leur centre. Les amateurs d’art savent, Daniel Buren est passé par là, par exemple rue du Fort Olisy, en-dessous du Bock, et l’on a pu constater avec satisfaction que les bandes avaient été repeintes, toutefois, rien qui indique le nom de l’artiste et les circonstances de l’œuvre. Et les passants, bien sûr, ces jours-ci ne se doutent pas que de toutes nouvelles œuvres de l’artiste français, non pas *in situ*, mais *situées*, comme il dit, se trouvent pour quelques semaines dans une galerie nomade à Clausen, non loin de là donc, pour une première présence luxembourgeoise de la galerie parisienne Faure Beaulieu, au Malt-Innovative Factory.

Daniel Buren appelle travail *situé* la catégorie d’œuvres, faites certes suivant des règles définies, mais susceptibles de circuler, d’être exposées dans différentes combinaisons. En l’occurrence, pour *Ah ! les belles Italiennes*, il s’agit de tubes en acier

assemblés et accrochés au mur, faisant tableau ou un peu sculpture, bas-relief si l’on veut. Ces tubes, respectant la largeur des bandes Buren, de 8,7 centimètres, varient en nombre, donc en largeur, allant de trois à quinze, et en hauteur, la couleur et le blanc alternant. Ainsi, une dizaine se répartissent dans le bel et ample espace de la galerie, anciennement pris dans la production, le nom le suggère, d’un quartier entre les mains des bras-seurs de bière.

Des règles, d’où un art fait de rigueur, et de la liberté, d’où l’enchantement de nos yeux. La seconde ne vient pas seulement de la taille différente des œuvres, quant à notre ravissement, essentiellement, il est dû à l’éclat des couleurs. Et là encore, paradoxalement, Daniel Buren s’est imposé des règles (qui alors, toujours à l’intérieur d’un système, les font en quelque sorte s’ouvrir, s’épanouir, à la manière des fleurs). On a déjà répondu, plus haut, à la question sur la provenance du titre de l’exposition : *Ah ! les belles Italiennes*. C’est que les couleurs ont leur origine dans les nuanciers des fabricants de voitures italiens, des Ferrari-Maserati, Lamborghini et autres Fiat... (d’autres expositions, facile de les imaginer avec de belles Allemandes ou Françaises, pas sûr qu’elles soient aussi rutilantes). Tout simplement donc, de la peinture de carrosserie appliquée sur les tubes carrés en acier.

Les règles, toujours, ou le système, même si le visiteur ne s’en rend pas compte. Les œuvres sont classées par ordre alphabétique de leur titre, qui n’est autre que le nom de la couleur de la peinture utilisée. Et cela commence dans notre cas par *Blu California*, 266.901, *Ferrari-Maserati* pour finir par *Viola Nebula*, 0275, *Lamborghini*, Buren ayant pour l’accrochage déterminé un mur numéro un où il place la première œuvre, les autres étant accrochées de gauche à droite à la suite.

Cela ramène à l’espace de la galerie, l’étendue du lieu rythmée par des piliers. Espace difficile pour

une exposition de peintures, avec des murs toujours interrompus par des portes, des fenêtres, d’autres ouvertures, les unes en noir, les autres inondées de lumière. Daniel Buren a réussi l’aménagement, au point qu’on dirait un travail *in situ*, alors qu’il n’avait pas vu l’endroit, ayant eu à sa disposition seulement des plans, des films, des photos. Des accents, forts, des repères, ont été de la sorte fixés aux murs, et l’astuce est dans la hauteur des œuvres, dont pour toutes la partie haute est à exactement deux mètres du sol, c’est-à-dire

au milieu du mur. Quelle que soit la hauteur de l’œuvre même, il y en a, deux exactement, qui ont l’ait de toucher le sol, avec un bel effet de légèreté quand même dû à leur verticalité. Et pour le reste, pour l’œil se promenant au long, il existe comme une ligne d’horizon.

Le galeriste Arnaud Faure Beaulieu fait à Luxembourg avec Buren son premier pas hors de France. La durée de l’exposition au Malt s’avère très courte, et réduite en plus dans son horaire. L’expérience

sera-t-elle renouvelée, voire poursuivie, de cette nouvelle manière de galerie nomade ? Ce serait souhaitable, d’une façon ou d’une autre, ce serait dommage que l’art (et quelles possibilités pour la sculpture, pour l’installation) en soit privé. ●

L’exposition est ouverte jusqu’au 24 septembre au Malt, 1, rue de la Tour Jacob (du mercredi au samedi, de 13h30 à 19h30)

GRANDE RÉGION

Envoûtements de Betye Saar

Loïc Millot

Pionnière de l’art féministe américain, Betye Saar n’avait jusqu’à jamais vu son œuvre célébré en France. Jusqu’à ce que Fanny Gonella et son équipe en prennent l’initiative, poursuivant l’œuvre de défrichage que le Frac-Lorraine a entrepris avec succès ces dernières années – les découvertes de Christina Ramberg ou de Michael Rakowitz par exemple. Présentée l’année dernière à l’Institute of Contemporary Arts de Miami, l’exposition *Serious Moonlight* de Betye Saar poursuit son itinérance dans la cité messine, jonchée sur la colline Sainte-Croix où sont fièrement indiquées ses coordonnées topographiques (49 Nord 6 Est). Puis elle sera acheminée en Suisse, où elle rejoindra le Kunstmuseum Luzern.

Annoncée au vernissage, l’artiste et activiste américaine, née en 1928 à Los Angeles, a finalement fait faux-bond. Les politiques

étaient eux bel et bien présents, se succédant au micro pour n’en plus finir de remerciements. C’est pourtant loin des discours des autorités locales que se dévoile l’œuvre lunaire et silencieuse de Betye Saar, hantée de traditions et de récits mis à l’épreuve de la diaspora, nourrie de ses voyages au cours des années 1970 au Nigeria, au Mexique, en Haïti. Il en ressortira un attrait certain pour le syncrétisme : « Ce n’est pas que j’imite le vaudou haïtien, le Hoodoo de la Nouvelle-Orléans, le Chango ou la Santería. Je prends simplement un peu de chacun deux. Il s’agit d’une seule planète et de la façon dont chacun y contribue par ses origines ethniques ou ses pratiques culturelles », reconnaît l’artiste. Dès le début du parcours, le public est incité à quitter le règne de la raison pour une installation d’inspiration vaudou (*House of Fortune*, 1988), constituée principalement d’objets trouvés ou recyclés, dont de petites

peintures en sequins confectionnées par des artistes Haïtiens. Y abondent des cœurs, des mains, les symboles de la lune ou de la foudre. Au milieu de branchages où ont été disséminées quelques cartes (de tarot ?), trois bannières de soie représentant les quatre éléments de la vie (terre, air, feu, eau) encadrent une scène de spiritisme. En son centre, une table en bois marquée des empreintes des mains de l’artiste. Un visiteur averti en vaut deux : le voici possiblement *visité* par les esprits qui y seront convoqués. Une carte que joue à fond le Frac Lorraine en proposant même des visites de l’exposition guidées par un médium...

Plus avant, d’autres mains patientent, toutes noires, plongée dans un bain de pierres bleues. Elles paraissent cette fois-ci s’élancer désespérément vers le ciel, cherchant une aide quelconque, depuis une pirogue reposant sur un diagramme de Brookes qui montre la façon dont les esclaves étaient entassés dans les navires anglais. Face à cette embarcation de fortune, une carte des étoiles scintille dans la nuit lactée. Désorientation assurée.

Comme un revers de cet univers nocturne nimbé de mystères et des mémoires de l’esclavage, une robe resplendissante se dresse en pleine lumière artificielle, relique flottante tel un fantôme. Il s’agit d’une œuvre plus récente de Betye Saar, intitulée *Brides of Bondage* (1998). Sur la traine ont été disposés des voiliers miniatures venus d’un autre temps. Du temps de la traite des esclaves par la marine anglaise, du commerce des étoffes (la soie ici) et des corps, marchandises équivalentes à l’époque comme nous le rappellent une fois de plus les diagrammes de Brookes sur lesquels ont été déposés chaque maquette de navire. Plus loin, le registre du deuil prend une résonance plus personnelle avec un autel réalisé en mémoire de la mère de l’artiste, Beatrice. Son titre, *Wings of Morning* (1987), est extrait du psaume 139 de la Bible, que Betye Saar associe à la mémoire de Beatrice : « Où irai-je loin de ton esprit, et où fuirai-je loin de ta face ? / Si je prends les ailes de l’aurore, et que j’aïlle habiter à l’extrémité de la mer, / Là aussi ta main me conduira, et ta droite me saisira. ». D’intime et familiale, l’installation devient publique et contributive, le visiteur étant à son tour invité à déposer une offrande pour les défunts qu’il porte de son cœur. Ce que beaucoup ont fait, l’autel regorgeant à sa base de dons de toutes sortes : photos, stylos, pièces de monnaie, casquettes, lunettes, tickets de métro, etc.

Le public est invité à quitter le règne de la raison pour une installation d’inspiration vaudou

En face de ce généreux autel, une curieuse *Oasis* (1984-2019) se tient devant nous, non sans quelque humour, évoquant les plages de Martial Raysse avec son néon de couleur orange qui fait scintiller son titre. Sur une étendue de sable blanc ponctuée de plusieurs sphères en verre, un fauteuil en osier pour enfant cerclé de bougies s’offre au regard. Sur son siège, des boutons de fleur symbolisant l’enfance : « Chaque partie de la vie d’un être est une oasis, comme l’enfance, la vieillesse, la mort, et le chemin entre les deux. », précise l’artiste. Sanctuaire dédié au passage du temps, *Oasis* est présenté pour la première fois depuis trente ans.

À l’étage supérieur, où se dévoile l’ultime partie de l’exposition, la pièce est occupée de tentures de couleurs différentes. Seules des ombres y sont imprimées. On apprend que ces ombres sont celles de l’artiste – qui pose à côté de personnes de son entourage ou en pleine lecture sous deux cages d’oiseau. Ce sont toujours par des voies indirectes et négatives que l’artiste se manifeste à nous. Par l’intermédiaire d’étoffes imprimées, d’empreintes, d’ombres photographiques. Toujours à moitié incarnée, réalisée, comme un symptôme de la condition des Noirs issus de l’exploitation coloniale. ●

Betye Saar, *Serious Moonlight*, jusqu’au 22 janvier 2023 au Frac Lorraine à Metz



L'ombre de l'artiste, à l'étage de l'exposition

Les ingrédients de la soupe

France Clarinval



Le cadre d'un café de quartier se prête à ces discussions de comptoir

Les Nuits de la Culture vont-elles sauver l'année culturelle ? En terme de succès public, c'est déjà évident. Les dernières manifestations en date, début septembre ont fait le plein. Le grand show *Reesch* mené par Sean McKeown et des artistes du Cirque du Soleil, a été très suivi. S'il était assez éloigné de la promesse – un voyage dans le temps et l'histoire d'Esch dont on n'a pas vraiment vu les traces – il en a mis plein la vue d'un vaste public qui écarquillait les yeux devant les facéties des acrobates avec les cordes à sauter ou sur les tram-

polines. Même engouement le week-end suivant avec les énormes marionnettes de *Barbara*, fable animalière écrite par Tullio Forgiarini, circulant dans les rues de la ville. Certes, pour ceux deux événements, le savoir-faire a été en grande partie importé, ce sont les Nantais de la compagnie Les Machines qui étaient à la manœuvre samedi dernier. Mais une collaboration locale, avec le Conservatoire ou avec les « Grands Réveurs » (des bénévoles habitants d'Esch), ont permis un ancrage au sein de la population. Après un final

flamboyant dans tous les sens du terme, la pyrotechnie étant absolument fascinante, ce dernier épisode des Nuits de la Culture aura donné faim de spectacle aux Eschois et à leurs visiteurs.

Loin, très loin dans la grandiloquence de ces deux événements, la Nuit de la Culture, c'est aussi du théâtre joué presque sur les genoux des spectateurs. Toute la semaine, l'équipe du Finestra Kollektiv, une compagnie fondée en 2018 a joué *Bouenschlupp* de Jeff Schinker dans divers bars et cafés eschois. La

première idée était de jouer dans des appartements, chez les habitants, mais cet aspect du projet n'a pas pu se concrétiser. Ce qui est finalement devenu une bonne chose : jouée dans des salles de café, la pièce pouvait aussi être vue par un public non averti qui ne fréquente pas les théâtres. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit au Kanal Bar, la semaine passée, quand entre deux jeux de Subito et deux Bofferding, les habitués de ce bistrot de quartier ont suivi les performances de Elena Spautz et Priscilla Da Costa.

Si on connaît Jeff Schinker pour ses romans et récits plus ou moins autobiographiques et toujours ironiques (lire la critique de *Ma vie sous les tentes*, d'*Land* 28.01.2022), il est aussi un habitué des petites formes et des scènes bistrotières ayant initié le cycle de lectures *Désœuvrés - Work in Progress* dans divers cafés de la capitale. Sous-titrée *Zéng Figuren op der Sich no engem Heemechtsbegrëff*, (y verra une allusion à Pirandello qui veut) sa pièce *Bouenschlupp* passe en revue les travers racistes et xénophobes des Luxembourgeois. On y croise un metteur en scène qui ne donne à Elena que des rôles de putes ou de migrantes, Pâtter Henri et Monni Fern (dont on apprend : « Comme il voyageait beaucoup, c'était un raciste d'avant-garde qui détestait les Africains et les Arabes, avant même que les Luxembourgeois ne sachent qu'ils existent »), un politicien de l'ADR (par l'entremise de son livre)... Rien que du banal, de l'ordinaire, du racisme au quotidien qui devient pourtant insupportable quand il est mis en exergue. Le ton est tantôt acide, tantôt cynique, souvent drôle de cet humour vache qui caractérise la critique sociale dont l'auteur ne se prive pas. « Les Luxembourgeois ont une très riche panoplie de xénophobies. Ils détestent les étrangers très différemment, selon leur origine », constate-t-il avant d'entreprendre une série d'intermèdes assez hilarants sur les Allemands, les frontaliers (forcément Français), les immigrés (forcément Italiens ou Portugais) et tous les « autres » (Bosniaques ou Syriens de préférence).

Le ton est tantôt acide, tantôt cynique, souvent drôle de cet humour vache qui caractérise la critique sociale dont l'auteur ne se prive pas

Le texte était initialement conçu comme un monologue, mais la mise en scène de Corina Ostafi a ajouté un rythme en faisant converser Elena Spautz et Priscilla Da Costa, pour qui c'est une première comme comédienne. Elles n'ont pas de rôle ou de personnage défini. Parfois se répondent, parfois sont chacune dans leur propre univers, affrontant le racisme structurel dans leur propre famille. La metteuse en scène met parfaitement à profit les compétences musicales, Priscilla s'emparant de sa guitare comme d'autres d'un couteau. Un rap assez rageur nous fait entrevoir un Luxembourg de cauchemar (toute ressemblance avec la réalité ne serait pas le fruit du hasard) : « Un immense immeuble dans lequel des banquiers avec des cravates Tintin courent de rendez-vous en rendez-vous, un œil sur le Nasdaq, une narine sur le portable, pour prendre un trait au plus vite. ». On met tout ça dans la marmite et on porte à ébullition : la soupe prend. Rien n'est plus drôle que des sujets sérieux. ●

d'Lëtzeburger Land, régie publicitaire

... Et votre annonce fait



Contact :
Zoubida Belgacem
+352 48 57 57 32
zbelgacem@land.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Services

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 14.10./2022
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :

Mission d'expert indépendant à exécuter dans l'intérêt de la construction du nouveau bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg Luxembourg-Kirchberg.

Description succincte du marché :

– Surface brute : +/- 190 500 m².
La durée de la mission est d'environ 20 ans et débute en premier semestre 2023.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :

Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :

Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
12.09.2022

La version intégrale de l'avis n° 2201719 peut être consultée sur www.marches-publics.lu



Découvrez chaque vendredi ce qui fait bouger le pays.

Sur papier et en digital.

Gratuitement pendant un mois. Faites le test.

zbelgacem@land.lu
(+352) 48 57 57 · 1



MOSTRA INTERNAZIONALE D'ARTE CINEMATOGRAFICA

Die David gegen Goliaths

Tom Dockal

Hätte vergangenes Wochenende die Preisverleihung der Berlinale stattgefunden, dann hätten die *film vincitori* nicht so überrascht. Aber Venedig ist nun mal nicht Berlin. Von daher wurden eben nicht die Favoriten *Khers Nist (No Bears)* von Jafar Panahi oder *Saint Omer* von Alice Diop mit dem Leone d'oro ausgezeichnet, sondern Laura Poitras' Dokumentarfilm *All the Beauty and the Bloodshed*. Diese Überraschung war letzten Endes aber keine frustrierende, wurden die zwei anderen Spielfilme doch mit dem Spezialpreis der Jury sowie dem Großen Jurypreis gekrönt. Bei der Berlinale hätte das politische Statement, den Hauptpreis an den iranischen Film zu überreichen – dessen Regisseur und viele andere vor Kurzem eine jahrelange Haftstrafe antreten mussten – , alle andere Argumente übertrumpft. Die drei Filme wären legitime Gewinner des Goldenen Löwen gewesen.

All the Beauty ist somit der zweite Dokumentarfilm in der Geschichte des Festivals, der den wichtigen Preis gewonnen hat, und Laura Poitras die dritte Regisseurin in Folge, die mit dem Löwen ausgezeichnet wurde. Es gab vereinzelt Stimmen, die den Wettbewerbsplatz in Frage stellten: Wo in ihrem Porträt von Nan Goldin das Kino geblieben sei. *All the Beauty* ist vielleicht nicht das Kammerspiel von *Citizenfour*, hat aber trotzdem seine ästhetische Daseinsberechtigung. Poitras räumt den Fotografien der Künstlerin einen nicht zu unterschätzenden Platz ein und verlängert den Gestus ihrer Arbeiten durch den ganzen Film. Er ist das Porträt von Goldin, aber auch von New York und seiner Kunstszene der späten 1960-er bis heute, von Warhol bis Aids, und seiner schwulen uns lesbischen Misfits. Und es ein Film über Goldins Kampf gegen den Pharmakonzern Purdue und die Sackler-Familie, die einerseits für die Opioiden-Krise in den Staaten mitverantwortlich ist, andererseits kulturelle Institutionen und Museen – MoMA, Guggenheim, et cetera, in deren Sammlungen Goldins Arbeiten sind – mit Geld überhäuft. *All the Beauty* erzählt von Goldins aktivistischen Anstrengungen mit *P.A.I.N.*, die Sacklers zur Verantwortung zu ziehen. Eine David gegen Goliaths. Die David ist hierbei nicht nur eine unkaputtbare Heldin, sondern auch noch eine coole Sau, wie sie vorm Herrn steht.

Für objektives Stirnrunzeln sorgte dann doch die Verleihung des Luigi de Laurentiis Venice Award für den besten Debütfilm an *Saint Omer*. Alice Diops Film mag vielleicht auf den ersten Blick ihr erster *film de fiction* sein. Doch wer

sich mit ihrer Arbeit beschäftigt, erkennt, dass sie schon immer Elemente des Dokumentarischen und der Fiktion vermischt. Und ihr erster abendfüllender Film ist *Saint Omer* sowieso nicht. All das hätte Jurypräsident Michaelangelo Frammartino wissen müssen. Und dann einem Dokumentarfilm den Hauptpreis übergeben? Zu viele Juries verderben den Filmbrei. Nun gut.

Saint Omer ist eine überwältigende Reflektion zur Mutterschaft. Eine Autorin – vielleicht ein Alter-Ego von Alice Diop – macht sich auf den Weg nach Saint Omer bei Lille, um einem Gerichtsprozess beizustehen, bei dem eine junge Frau des Mordes an ihrem eigenen Kleinkind angeklagt ist. Diop versucht gar nicht, das Unerklärliche zu erklären, zeichnet aber ein vielschichtiges Psychogramm aller Beteiligten, auch das der Zuschauer/innen, und schreibt die Regeln, was ein Gerichtsdrama sein kann, neu. Panahi seinerseits schreibt mit *No Bears* sein explizitestes Kapitel seines selbstreferenziellen

Kinos. Selbstreferenziell, weniger im ironischen Augenzwinker-Modus, wie man es sonst kennt, sondern selbstreferenziell, weil es um alles geht. Für Panahi und alle anderen auch, die versuchen, Kino zu machen und das Theater des iranischen Daseins zu leben und zu überleben. Irgendwie. Oft macht die Fiktion die (totalitäre) Realität oft erst aushaltbar. Das beweist das – vereinfacht gesagt – Metakino von Panahi, aber zum Beispiel auch der iranische Orizzonti-Gewinnerfilm *World War III*, in dem sich ein unwissender Tagelöhner plötzlich auf dem Set eines Nazi-Kriegsfilmes befindet und nicht lange danach im Hitler-Kostüm vor der Kamera steht.

Die beiden Preise an *Bones and All* von Luca Guadagnino – der für die Regie und der für das *emerging talent* – bleiben schleierhaft. Sein *coming of age*-Film über Kannibalismus und Vampirismus, der sich wie ein Riff auf *Badlands* verstehen will, bringt in keinerlei Hinsicht etwas Neues ans Licht, und auch die Chemie zwischen den von Timmy Chalamet

Nur auf eines war in Venedig Verlass: Wenn Cate Blanchett eine lesbische Figur in einem von Todd Fields inszenierten Film spielt, regnet es potenziell Preise



und Taylor Russell gespielten Figuren bleibt auf der Strecke. Beide Preise hätten an Romain Gavras' Film *Athena* gehen können. Man kann von diesem Film halten, was man will, aber die Inszenierung der ersten Dreiviertelstunde ist so atemberaubend, dass einem der Mund offenstehen bleibt, und die Energie von Sami Slimane ist fast haptisch greifbar. Am Ende ging Netflix – mit vier Filmen im Wettbewerb – komplett leer aus. Sogar Favorit Brandon Fraser hat es nicht geschafft. Nur auf eines war Verlass: Wenn Cate Blanchett eine lesbische Figur in einem von einem Todd Fields inszenierten Film spielt, regnet es potenziell Preise. Coppa volpi – verdient! – für die Australierin in Todd Fields *TÁR*. ●

KINO

Das Ego und seine Auswüchse

Marc Trappendreher

Das ärgerliche an Superlativen ist ja, dass sie keine Steigerung mehr zulassen. Diese Erkenntnis will keinem der Akteure in *Competencia oficial* so recht einleuchten. Sich selbst zu übertreffen, führt da ganz schnell in die Gefilde des Lächerlichen: Im hohen Alter blickt der Multimilliardär Humberto Suárez (José Luis Gómez) auf die Hochhausreihen Madrids. Sein achtzigster Geburtstag steht an und ihn plagt die Sorge um sein Ansehen nach dem Tod. Was soll er der Welt hinterlassen? Eine Brücke? Ein Museum? Wie will er in Erinnerung bleiben? Ja, warum nicht ein Film? Ein großer Film, der „beste Film aller Zeiten“. Die Handlung ist dabei eher nebensächlich, wichtig

scheint erst einmal, dass die Besten ihres Faches für dieses groß angelegte Filmprojekt gewonnen werden können. Niemand anderes als die überaus renommierte Autorenfilmerin Lola Cuevas (Penélope Cruz) soll die Regie übernehmen. Sie will den Roman *Rivalität* über den ständigen Zwist zweier Brüder adaptieren, den sie prominent zu besetzen gedenkt: Der Star Félix Rivero (Antonio Banderas), der in Hollywood große Popularität genießt, soll mit dem anerkannten Theaterschauspieler Iván Torres (Oscar Martínez), dem der Ruf als meisterhafter Mime mit großer authentischer Ausstrahlung vorausseilt, vor die Kamera treten.

Competencia oficial meint im Filmgeschäft gemeinhin den offiziellen Wettbewerb eines Filmfestivals. *Competencia oficial* lässt sich aber hier im Besonderen als den rivalisierenden Konkurrenzkampf verstehen. Haben die argentinischen Drehbuchautoren und Regiekollegen Mariano Cohn und Gastón Duprat die hier skizzierte Ausgangslage für ihren Film erst einmal geschaffen, können sie ihrer neuen Filmkomödie freien Lauf lassen und ganz unverhohlen zu ihrem Kern zulaufen. *Competencia oficial* ist nicht Cohns und Duprats erste Zusammenarbeit, rechneten sie doch zuvor in *El ciudadano ilustre* (2016) mit der Literaturbranche und der Figur des linksliberalen Schriftstellers ab. Nun haben sie sich die Filmszene vorgenommen, die sie ohne größere Zwischentöne in all ihren karikatürhaften Zügen offenlegen: Nicht nur werden künstlerische Schaffensprozesse bis in die Absurdität gesteigert und die Natürlichkeit gegen das Posieren ausgespielt, auch die Exzentrik und überbordende Kreativität der Regie wird bis in kleinste Details und mittels genüsslich doppeltem

Spiel vorgeführt. Penélope Cruz geht da ganz auf in der Rolle des Enfant terrible, die mit äußerst viel Selbstgefälligkeit und unerbittlicher Härte auf ihre beiden Darsteller einwirkt. Mit der Figur des Félix Rivero zeigt Antonio Banderas auf, wie rein außerfilmische Einflüsse wie Ruhm und Anerkennung auf die Psyche eines Schauspielers einwirken können und sich in der Folge wieder auf die Schauspielkunst niederschlagen: Großräumige, aufbrauchende Überwältigungstechniken dienen da mehr der eigenen Basis und dem Image als Schauspieler als der auf Authentizität und emotionaler Wahr-

haftigkeit gründende Anspruch eines naturalistischen Spiels. Deshalb können die Akzente, die Iván Torres, der sich der Nuance und den Zwischentönen verpflichtet sieht, dem Exzentriker Rivero entgegenhält, in dem Akt des Zusammenspiels nur verloren gehen. Die Regisseurin ist aufgrund ihrer eigenen Egozentrik nicht einmal mehr in der Lage zur Konzentration auf das Wesentliche des Films zu gelangen. In *Competencia oficial* sehen wir drei Künstlergestalten, die sich wie in einer chemischen Reaktion befinden, sich aber nie zu einem neuen Stoff, der Kreation, fügen, sondern sich gegensei-

tig abstoßen und zur Destruktion führen. In alledem geht der künstlerische Anspruch aufgrund dieser Absurdität unter. Was sich dem Publikum aber umso mehr ins Bewusstsein schiebt, ist eine Erkenntnis für die künstlerische Illusion, die davon ausgeht, dass es in dem kollektiven kreativen Schaffensakt so etwas wie die eine Wahrheit geben könne. *Competencia oficial* ist eine kurzweilige und bissige Satire auf das Filmschaffen und seine Künstler. Vor allem aber steht da die Warnung vor den übergroßen Auswüchsen des eigenen Egos, die nur in die Leere laufen können. ●

Die Exzentrik und überbordende Kreativität der Regie wird bis in kleinste Details und mittels genüsslich doppeltem Spiel vorgeführt





La bijoutière ne porte pas de bijoux

Bagues à l'âme

Patrick Jacquemot

La quarantaine va bientôt rattraper Annick Mersch. Et pourtant, parfois, le temps s'arrête pour elle. Au moins il se suspend. Là, juste au-dessus de sa tête penchée sur le pendentif auquel elle apporte la dernière touche, l'ultime éclat, le dernier polissage. « À certains moments, pour certains gestes, les minutes peuvent défiler sans que je m'en rende compte, c'est vrai. » Voilà maintenant la moitié de sa vie que cette « fille du Nord » (du Grand-Duché) se consacre à l'art patient de la joaillerie. Un artisanat qui lui a passé la bague au doigt presque par hasard. « Devenir artiste, ça je l'avais toujours voulu. Mais, adolescente, je ne savais pas trop dans quelle discipline cela pourrait se faire. » La menuiserie a ainsi longtemps eu la préférence. Finalement, de choix à tâtons en spécialisations voulues, des Arts & Métiers au Limpertsberg à l'école d'Ildar-Oberstein en Allemagne (capitale des tailleurs de pierres précieuses), l'évidence a éclaté. « Mais je crois que j'avais ce métier au fond de moi et dans mes mains », se plaît à raconter la créatrice.

Annick Mersch va même jusqu'à parler de « don ». Façon pour elle de résumer en un mot la magie qui s'est opérée quand son talent s'est révélé. Son cerveau et ses doigts, son imaginaire et sa méticulosité, tout était bien là pour sépanouir dans la profession. « Pourtant, je ne suis vraiment pas une femme à bijoux », confesse-t-elle avec malice. Pas faux. À bien y regarder seule une paire de boucles d'oreilles – discrètes – fait office de parure sur elle. « Je serais ma pire cliente, je crois », sourit-elle avant de se remettre à l'ouvrage.

À Berdorf, Annick a appris le métier. Elle y a repris l'atelier de Claude qui l'avait initiée au sertissage, au brasure, au dérochage. Claude qui lui avait mon-

tré comment jouer du chalumeau ou du mandrin afin de réaliser les plus belles unions entre métal et minéral. Des gestes, des termes, un savoir-faire qu'elle aime à perpétuer à son tour. « J'apprécie autant l'étape de la réalisation que celle de la conception. Réfléchir à la forme, trouver les techniques adaptées, puis les matériaux à assembler, ensuite conduire l'outil avec justesse, trouver le bon tour de main pour aboutir à la concrétisation de la pièce : il y a peu de travail qui offre cette progression complète. » Avec au final cette satisfaction totale pour celle ou celui qui l'exerce.

Au 42, rue d'Echternach, elle partage les lieux avec une autre artiste. « Une autre humeur surtout », sourit l'intéressée en parlant de sa voisine d'atelier, Pascale Seil. La souffleuse de verre serait aussi volatile et bouillonnante d'énergie qu'Annick est calme et force tranquille. Avec ce point commun pour les deux femmes de maîtriser la chaleur de la flamme pour donner vie à ce qui viendra décorer une pièce pour l'une, embellir une femme ou un homme pour l'autre.

Ainsi, au cœur de la petite Suisse luxembourgeoise, la joaillière conceptualise et crée au fil des heures. Au passage, quand imagination ou dextérité ne sont pas au rendez-vous, la voilà qui se plaît à enfiler inlassablement les perles ou pierres qui constitueront de futurs colliers. « C'est plus automatique ». Bracelets, pendants ou chevalières finiront rapidement par lui revenir à l'esprit. En imagination d'abord, en réalisation ensuite. Et s'il faut vraiment qu'elle se concentre sur un montage, alors l'artisane a une parade on-ne-peut plus efficace : poser un casque audio sur sa tête, monter le volume et se balancer du

Metallica ou du *Linkin Park* entre les oreilles. « Au final, ce mur sonore va m'isoler et me permettre d'être totalement focalisée sur ce que je fais, s'amuser la créatrice orfèvre. Alors que si j'entends un air classique, je vais m'agiter... »

Pour Annick Mersch, le travail passe également par la réalisation de pièces à la demande. Un mariage, un anniversaire, un événement à célébrer lui valent souvent des commandes auxquelles elle n'aurait pu penser. À l'image de cette alliance désirée par un couple d'amoureux de la montagne. « Il fallait graver sur l'anneau la silhouette des sommets qu'ils avaient gravés et déposer le diamant sur le pic où Monsieur avait fait sa demande. » Romantique pour les fiancés, technique pour la bijoutière.

Quelquefois, reconnaît celle dont le poinçon représente un bouc, se séparer de tel pendentif ou tel anneau peut s'avérer compliqué. « Je ne sais pas pourquoi, certains bijoux conservent un peu de mon âme et les voir partir a quelque chose d'étourdissant. Mais à force, on s'y fait. » Cordon coupé après tant d'heures de gestation.

Au petit jeu des préférences, Annick Mersch admet volontiers un penchant pour deux pierres. La tourmaline d'un côté, la sélénite de l'autre. « Mais travailler cette dernière représente un véritable défi en joaillerie, elle est bien trop fragile. Juste bonne pour faire une pièce qui finira dans une vitrine de musée mais pas forcément pour être portée au quotidien. » N'empêche, c'est bien en œuvrant sur cette semi-précieuse, qu'étudiante encore, la jeune femme avait décroché un premier prix. Doigts de fée un jour, mains d'or toujours. ●

Stil

L'APP



Luxembourg Time Traveller

Une application géolocalisée qui utilise la réalité augmentée : ce n'est pas une nouvelle version de la chasse aux Pokémon, mais une manière de découvrir le patrimoine du centre de Luxembourg de façon ludique. Créé par la Ville de Luxembourg, ce Time Traveller met en évidence 31 points d'intérêt où voir, à

travers l'écran de son téléphone, l'aspect de la capitale il y a une centaine d'années (photo : VdL). Pour chaque bâtiment, une ou plusieurs photos issues des collections de la photothèque (dont on peut même commander des tirages directement) et une notice explicative sont proposées. Pour treize d'entre eux, la réalité augmentée permet de fusionner l'image historique à l'image actuelle pour littéralement plonger le visiteur dans le passé. Ce ne sont pas les emblématiques Palais grand-ducal, Cathédrale ou Cercle Cité qui sont mis en évidence, mais essentiellement des lieux liés au commerce : grands magasins, restaurants, boutiques, hôtels... Sous couvert de découverte architecturale, il est surtout question de l'évolution commerciale de la capitale, le Service de développement économique et commercial étant à la base du projet. Cela dit, les

informations historiques pour chacun des lieux sont pertinentes et documentées, rédigées par le Monsieur Unesco de Luxembourg, Robert Philippart. On se réjouira aussi de la fonction « avant/après » qui permet, grâce à une réglette, de passer d'une image à l'autre ou du sympathique quiz pour tester les connaissances sur les lieux. La géolocalisation oblige à être (tout) proche du point d'intérêt pour avoir accès aux informations... Un peu dommage. fc

L'ÉVÉNEMENT

Craft Beer Celebration

L'une des boissons les plus populaires et les plus anciennes,

alcoolisée et mousseuse, fait sa rentrée. La bière, artisanale s'il vous plaît, est célébrée ce week-end à l'occasion de la Luxembourg Craft Beer Celebration au sein de l'Abbaye de Neumünster. Pour cette quatrième édition, organisée par l'association Schmaacht et ?, des brasseries des quatre coins de l'Europe se réunissent pour proposer leurs breuvages,



des plus classiques aux plus expérimentaux. Des brasseries belges notamment, avec De Mederie ou Brussels Beer Project, mais aussi allemandes, suisses, françaises, polonaises, portugaises ou encore suédoises. Satori, Wolff Brewing et Totenhopfen Brauhaus assureront quant à eux les stands luxembourgeois. Loin de la « boisson des barbares » à laquelle les Grecs et les Romains préféraient le vin, loin aussi des bières ordinaires produites en masse, tous les brasseurs présents au cœur de la vieille ville promettent qualité et subtilité. Autour de leur slogan Taste, Share & Explore, la convivialité sera au rendez-vous, tout comme la musique et les food trucks. L'entrée est gratuite, mais on achètera un verre pour sept euros pour déguster. Plus d'infos sur : lcbc22.schmaachtet.com. Ylb

LE LIEU

Aromika

Marre des éternels N°5, Angel, Eau Sauvage et consorts ? Pourquoi ne pas créer son propre jus ? C'est ce que propose cette nouvelle boutique de la rue de la Boucherie, émanation d'une franchise italienne (photo : fc). C'est ludique et instructif : On commence par découvrir la trentaine de bases monocordes (un seul arôme) de fleurs, fruits, bois ou aliments (chocolat, café, thé blanc...) et on note ce qu'on aime. On peut aussi puiser dans les créations de la maison, des mélanges aux noms évocateurs de British, Opportunity, Bouquet oriental ou Épices noires ou encore dans les « inspirations » (pour ne pas dire reproduction) de grands noms de l'industrie



parfumière. Ensuite, on compose son mélange, on teste les différents dosages sur notre peau (dont l'acidité relative peut faire varier l'intensité du parfum) et on repart avec son flacon, à partir de 20 euros pour dix millilitres. La maison propose aussi de réaliser son parfum d'intérieur et vend divers produits dérivés comme des gels douche, sels de bain, crèmes de corps et même des parfums et lotions pour chiens. fc



Nom Doud vun der Queen a Schottland ass och dat offiziellt Lëtzebuerg bai nieft de Kapp komm.

